

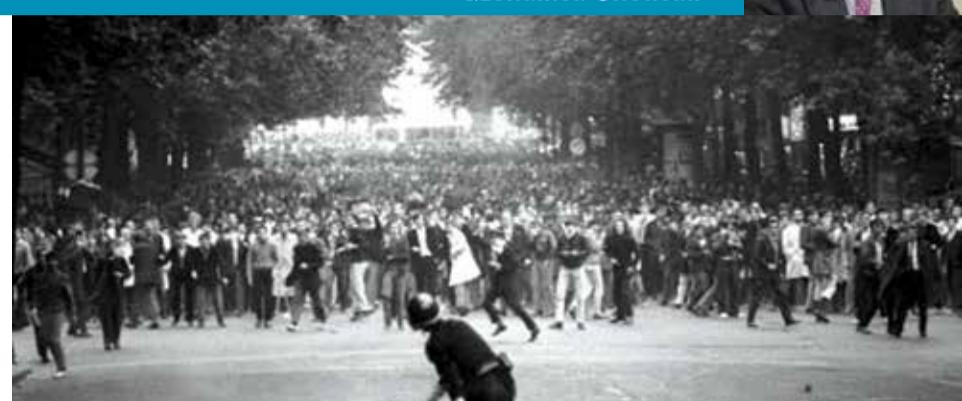
ÉDITO Mai 68

Nous avons salué le mouvement qui a réclamé une solution au problème des ordures ménagères, le rétablissement du courant 24 heures sur 24, la lutte contre la corruption, et surtout l'élection d'un président de la République et la réforme de la loi électorale. Nous avons blâmé toute tentative de porter atteinte aux propriétés publiques et privées, et surtout toute confrontation avec les forces de l'ordre chargées de la sécurité des personnes et de la protection des biens.

Par deux fois déjà depuis le début des manifestations, les organisations économiques ont tenté de jouer un rôle salutaire. Elles ont soumis à l'opinion publique le projet de la commission présidée par le ministre Akram Chehayeb, et démontré que c'est le programme le plus rationnel auquel peut aspirer le pays pour nettoyer les rues et apporter une solution définitive au problème des ordures. Elles ont rappelé que le centre-ville est le foyer de tous, la preuve est que c'est vers lui que converge naturellement le mouvement populaire, et qu'il représente le pôle d'attraction majeur de l'activité touristique, principal pilier de l'économie nationale.

Mai 68 était dix fois, vingt fois plus violent que cet épisode, et des erreurs similaires ont été commises, d'une ampleur infiniment plus grande. Le général de Gaulle a présenté la solution et l'a exprimée, 20 jours après le début des événements : «Les réformes oui, la chienlit non». À partir de ce moment, tout le monde a compris que le chef avait admis la nécessité des réformes, mais qu'il n'accepterait aucune atteinte aux personnes ni aux biens. Les révolutionnaires lui ont donné le moyen des réformes, l'armée la garantie de la sécurité.

Le pouvoir au Liban, ou ceux qui l'assument, sont appelés à pourvoir aux réformes, de gré ou de force, que cela plaise à leurs collègues ou non. Ils n'auront pas non plus la reconnaissance du mouvement populaire, ceux qui veulent démolir le régime sont bien plus virulents que ceux qui veulent le réformer. À défaut de réformes, les corps organisés vont rejoindre le mouvement. Souvenez-vous de Mai 68! Leur impact est autrement plus lourd que le groupe de tous bords qui s'est coopté. On ne pourra plus travailler le matin et faire la résistance le soir ; ou travail-



ler dans une rue et protester à côté ; c'est tout le système de production qui va s'enrayer.

Certains politiques ne seraient pas mécontents que le mouvement de protestation devienne une émeute vindicative, une sorte d'appel à la guerre civile où les acteurs vont courir rejoindre leur famille confessionnelle ou politique. Ils redeviendraient les tous-puissants seigneurs de la guerre. Et tous les maux dont on se plaint seraient multipliés à l'infini. Il ne faut pas s'étonner que leurs troupes haranguent la manifestation et prennent l'initiative d'actes de violence que les manifestants eux-mêmes réprouvent ; on les a vus faire de leurs corps un bouclier devant les forces de l'ordre. À ne pas confondre avec les anarchistes qui croient en-

core que si le pouvoir tombe on peut le récupérer. Ainsi des menaces de tout bord se conjuguent pour provoquer le pire.

Il faut être vigilant. Seul le changement démocratique peut faire évoluer une nation. Les réformes sont à la base du changement démocratique. Nous sommes pour les réformes. Tout changement par la force ouvre la voie à des excès qui nécessitent plusieurs décennies pour rétablir le standard de vie perdu, et encore plus pour retrouver une certaine forme de liberté ; sans parler des valeurs humaines qui n'ont plus droit de cité avant longtemps. Il n'y a qu'à voir ce qui se passe autour de nous, depuis deux générations, jusqu'à aujourd'hui. Espérons que le Liban saura éviter cet écueil.



P.18

International support to Lebanon threatened by political paralysis

INDEX

Un mal-être général



P.04



P.09
L'énergie renouvelable en plein essor

CCIA-BML



- P02. Actu du mois
- P03. EDILE: Responsabilité sociétale de l'entreprise et impact sur l'environnement local
- P04. Un mal-être général
- P06. Un consommateur averti...
- P07. Epargner le centre-ville, cœur battant de Beyrouth
- P07. L'avantage compétitif, un argument qui fait mouche dans la négociation
- P08. EDILE: focus sur les projets pilotes

FCCIAL



- P09. L'énergie renouvelable en plein essor
- P10. Dues in Iraq: When will the private sector be reimbursed?
- P11. Chamber of Tripoli and North Lebanon delegation to Russia
- P12. The voice of reason and trust in Beirut
- P13. Southbic: Three years of innovation in review

Zahle, Industrial Day



P.15

CCIA-BML & FCCIAL

- P16. UNIDO Program for Young Entrepreneurs
- P17. Balanced Trade between Lebanon and Jordan
- P18. International support to Lebanon threatened by political paralysis
- P19. Trade between Lebanon and China
- P20. Exhibitions, Conferences & Business Opportunities

ACTU DU MOIS

AUF: lancement de l'appel à candidature 2015



tard le 30 octobre 2015.

Pour la quatrième année consécutive, l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) et Berytech s'associent pour subventionner de jeunes entreprises. Cet appel à candidature a pour but de soutenir une femme francophone entrepreneur dans son projet de création d'entreprise en lui apportant un soutien financier de 20 000 euros et un environnement favorable. Les candidatures devront être déposées au plus

BNP Paribas débloque cinq millions d'euros pour les réfugiés



Douze jours après l'électrochoc mondial créé par la photo du petit Aylan Kurdi, BNP Paribas a annoncé, mardi 15 septembre, sa décision de lancer un plan de 5 millions d'euros pour aider à l'accueil des réfugiés en Europe, notamment des réfugiés syriens.

La décision a été prise par le comité exécutif du groupe réuni lundi 14 septembre. Ce plan consacré aux réfugiés passera par la mobilisation de deux outils déjà créés au sein

de la banque et dévolus depuis leur création à des actions de solidarité: sa fondation BNP Paribas, partenaire du Samu Social de Paris, des Apprentis d'Auteuil et du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR); et son fonds Urgence et Développement créé en 2012. L'enveloppe de 5 millions d'euros sera répartie entre ces différentes actions, la banque ayant dans l'idée de soutenir aussi bien les salariés qui voudront s'investir dans l'aide aux réfugiés que ses clients.

Podemos recrute l'économiste Thomas Piketty



L'économiste français Thomas Piketty va aider Podemos à rédiger son programme économique. Il devient le premier membre du Comité des conseillers internationaux du parti antilibéral espagnol. L'auteur du livre à succès «Le Capital au 21e siècle», et professeur à l'École d'économie de Paris, va mettre ses idées au service de ce nouveau parti désormais troisième force politique espagnole, née du mouvement des Indignés. Le programme devrait faire des propositions pour réduire la pauvreté et les inégalités mais aussi restructurer la dette

publique. Thomas Piketty a construit sa notoriété sur son opposition aux politiques d'austérité imposées aux pays en difficulté par Bruxelles depuis le début de la crise. Ce programme économique sera le cheval de bataille de Podemos pour les prochaines élections législatives qui se dérouleront en décembre 2015.

100 000 nouveaux emplois créés en Italie



Selon Giuliano Poletti, ministre italien du travail s'exprimant lors de la 41e édition du Forum Ambrosetti à Cernobbio (nord de l'Italie), le Jobs Act aurait déjà permis la création de 100 000 nouveaux emplois. Cette réforme du marché du travail, voulue par le président du Conseil Matteo Renzi et en vigueur depuis mars 2015, prévoit notamment des licenciements plus faciles et accorde des exemptions de charges sociales aux entreprises qui embauchent à durée indéterminée. D'un coût de 15 milliards d'euros sur trois ans, elle demeure très controversée. Pour la première fois depuis quatorze trimestres, le chômage a connu une baisse de 0,1 point au second trimestre en Italie. Il reste cependant encore élevé avec un taux de 12,1% (40% chez les jeunes). Le Forum Ambrosetti se tient tous les ans à la Villa d'Este dans la ville de Cernobbio sur les rives du lac de Côme.

PSA Peugeot Citroën promet des voitures autonomes dès 2020



La future 508 sera un véhicule autonome (photo PSA).

Interrogé par la radio française BFM Business, Carlos Tavares a dévoilé que le constructeur lancera ses propres voitures autonomes d'ici cinq ans.

«Dès la prochaine génération de la Peugeot 508, et en tout état de cause à partir de 2020, vous aurez des véhicules PSA disponibles à la vente avec cette technologie-là», précise le président du directoire de PSA Peugeot Citroën.

La voiture autonome est un véhicule équipé de toute une technologie de capteurs et de calculateurs, permettant au conducteur durant un trajet de ne plus toucher son volant et même de ne plus avoir besoin de regarder la route. La voiture se conduit toute seule. Il s'agit de l'étape suivante après l'intégration de systèmes comme l'allumage automatique des phares, le régulateur de vitesse ou le système d'aide au stationnement.

ECONEWS
The Chambers Newsletter

Quand les cris n'ont plus d'échos...

PUBLICITÉ

Information Tarifs

Surface Pub	Dimension	Prix
Page pleine	25cm L x 33cm H	\$ 1,000
Demi-page	12cm L x 33cm H	\$ 600
Quart de page	12cm L x 16cm H	\$ 400
Manchette bas de page	25cm L x 6cm H	\$ 250

Diffusion: 5,000 par courrier - 17,000 par email

website: ccib.org.lb

Réserver l'espace au début du mois; Remettre le cliché avant le 20 du mois.

Les annonceurs ont droit de recevoir 25 exemplaires d'ECONEWS

EDILE: responsabilité sociétale de l'entreprise et impact sur l'environnement local

Près de cinquante participants ont assisté à la formation locale EDILE, un événement organisé par la Chambre de commerce de Beyrouth et ANIMA Investment Network. EDILE est un projet financé par l'Union européenne à travers l'instrument de voisinage IEVP-CTCMED.

Comment relever le défi d'une mise en œuvre plus efficace des projets d'investissement, pour qu'ils contribuent davantage à la création d'emplois, au renforcement du tissu économique local et à la préservation de l'environnement? Le projet EDILE propose des outils d'évaluation portant sur les impacts locaux des projets d'investissement, afin d'accompagner les investisseurs et les organisations chargées de la régulation pour optimiser les retombées locales positives. EDILE, projet du Programme IEVP CT Bassin Méditerranée, est cofinancé pour un montant de 1,7 million d'euros par l'Union européenne à travers l'Instrument Européen de Voisinage et de Partenariat.

L'objectif de la formation locale, les 9 et 10 septembre derniers, s'est inscrit dans la même longueur d'onde que la première formation EDILE qui a été donnée à Tunis et à Sfax en Tunisie en juin 2015, à savoir un transfert de l'ingénierie de la démarche EDILE, ainsi qu'une adoption de ses outils qui permettent une meilleure optimisation des impacts locaux d'un projet d'investissement.

C'est à l'hôtel Rotana de Beyrouth que se sont réunis des acteurs des secteurs privé et public, notamment des responsables des municipalités de Qob Elias, Jbeil, Jounieh et Saida, des investisseurs des projets pilotes comme WilcoPM et API, des banques comme Byblos Bank, Bankmed et Fransabank, mais également des organismes spécialisés dans le développement durable tels que l'Agence française de développement ou de l'énergie ou le Centre-libanais de conservation de l'Énergie (LCEC) sans oublier des responsables du ministère de l'Environnement, et d'autres partenaires. On comptait au total près de 50 participants à cette formation de deux journées. L'intérêt qu'a suscité le label EDILE auprès des différents participants a confirmé sa valeur ajoutée qui vise à la maximisation des impacts locaux, afin de créer une relation gagnant-gagnant entre les investisseurs et le territoire.

LA CHAMBRE DE COMMERCE DE BEYROUTH SOUTIENT FORTÉMENT LES AVANTAGES DE L'INITIATIVE EDILE SUR L'INVESTISSEMENT AU LIBAN

«Laissez-moi d'abord vous faire part de quelques points sur l'environnement des investissements macro écono-

miques au Liban: c'est le marché d'investissement considéré comme le plus libéral du Moyen-Orient», a déclaré en ouverture la directrice des ressources humaines, Hana Haidar-Nehmé qui s'exprimait au nom du directeur général de la Chambre de commerce de Beyrouth, Rabih Sabra. Elle a ensuite énuméré les avantages compétitifs de l'économie libanaise, à savoir: «Une économie ouverte sans aucune restriction sur le commerce des biens et services ainsi que sur les mouvements de capitaux avec un paradis fiscal sûr, une libre entreprise et une zone où les mêmes lois et règles sont appliqués aux investisseurs étrangers et locaux». «La libre concurrence prévaut, ce qui reflète aussi la politique d'ouverture de notre pays», a-t-elle poursuivi. Parmi les autres points très positifs dont bénéficie le Liban, «un secteur bancaire très solide incluant 85 banques et 55 établissements financiers, un secteur qui a montré sa résilience même en temps de crise». Comme autre avantage d'investir au Liban, elle cite aussi le faible impôt sur les sociétés qui s'élève à seulement 15%, un des plus bas au monde». «Pourtant, nous constatons que la plupart des investissements locaux et étrangers sous-estiment l'importance des considérations environnementales et sociales pour des solutions durables et moins coûteuses. Et c'est dans ce contexte que s'inscrit la formation locale d'aujourd'hui qui vise à soutenir les capacités des autorités locales et des organismes économiques dans l'évaluation et le suivi des projets d'investissement à travers la «boîte à outils» d'EDILE», explique-t-elle. En clôture, la CCI de Beyrouth s'est montrée confiante concernant la valeur ajoutée du label EDILE pour les investisseurs au Liban, avec le souhait d'avoir davantage de résultats en faveur de la performance à la fois économique et sociétale du tissu entrepreneurial libanais et méditerranéen.

MAXIMISER LES IMPACTS LOCAUX D'UN PROJET D'INVESTISSEMENT

Shaden Beydoun, chef de projet EDILE CCIA BML, a introduit le contexte et les objectifs de la formation ainsi que les résultats attendus. Quatre modules pédagogiques étaient à l'ordre du jour de cette formation. Le premier était une introduction aux grands principes des impacts de la Responsabilité sociétale des entreprises (RSE), d'un point de vue local donné par l'experte sur la question au Liban, Dima Jamali. Suite à quoi, les présents ont été familiarisés par les objectifs du projet EDILE, une présentation qui a été donnée par Badr Biede, chef de projet RSE Anima Investment Network. Le but pédagogique de la formation était notamment d'expliquer l'importance de l'évaluation de projets d'investissement à travers différentes méthodes, mais aussi de disposer d'indicateurs et de valorisation



pour toutes les dimensions imaginables au niveau local, pour mieux maîtriser les risques... Le second temps fort de cette première journée consistait à bénéficier des expériences des ministères et municipalités et des institutions financières dans le domaine d'évaluation des projets publics et privés à travers l'expérimentation libanaise en synergie avec l'approche EDILE. Nabila Haddad, de l'AFD, a souligné l'importance des exigences environnementales et sociales dans le cycle de vie des projets de l'AFD. Ensuite Jérémie Malbrancke a conclu la journée avec un focus sur l'interaction entre impact local et bénéfices pour le territoire.

Quant à la deuxième journée, elle a été consacrée à la présentation de la méthodologie de notation EDILE et de quelques critères au niveau économique présentés par Karim El Arnaouty, chargé de projet EDILE, mais aussi social, environnemental présentés par les partenaires, avec des illustrations d'initiatives libanaises pionnières. Ceux-ci ont été retenus par le consortium et vont être soumis au futur comité stratégique d'EDILE qui se réunira en novembre prochain, notamment pour valider la deuxième version et valider l'ingénierie du label.

L'équipe EDILE a ensuite présenté un cas pratique d'un projet d'investissement pour que les participants s'imprègnent de la méthodologie de notation. Cela a notamment permis aux différents acteurs de vérifier en temps réel et de noter la performance de l'investissement. Cet exemple a permis de mettre en lumière «qu'en deux ans, date de la création de la méthode de notation EDILE, elle a su remporter le challenge pour devenir le premier référentiel spécialisé en notation des impacts locaux d'un projet d'investissement», a affirmé Badr Biede. Il ajoute: «Ce qui fait de l'ingénierie du label EDILE une démarche de progrès pour maximiser l'impact de chaque investisseur, qu'il soit privé ou public, d'industrie ou de service est de lui offrir une reconnaissance et des avantages attractifs». Une ingénierie pratique, concrète, adaptable aux réalités des besoins locaux dans une logique gagnant-gagnant.

Le dernier module de la formation locale était l'occasion pour l'expert de l'équipe EDILE, Mohamad Abiad, de présenter les résultats de l'évaluation de deux projets pilotes, Green Eco-Tech et WilcoPM,

selon les 36 critères de la méthodologie de notation EDILE. Enfin, la formation s'est clôturée par un échange avec les participants sur l'ingénierie du label EDILE et les pistes de progrès, plus particulièrement. Les participants libanais ont exprimé la volonté d'inscrire la démarche EDILE dans la durée, avec des possibilités de déclinaisons sectorielles.



EDILE EN BREF

La mission d'EDILE est d'abord d'optimiser les impacts locaux des projets d'investissement. Dans ce but, le projet EDILE propose des outils d'évaluation et un label portant sur les impacts locaux des projets d'investissement, afin d'appuyer les investisseurs et les organisations chargées de l'accompagnement et de la régulation des investissements. EDILE souhaite aussi contribuer à générer un maximum de retombées locales positives, notamment en matière d'emploi, de sous-traitance et de respect de l'environnement. Son objectif est de fournir aux autorités publiques et aux investisseurs un ensemble d'outils pour l'évaluation et l'optimisation d'un projet d'investissement. La méthodologie EDILE, qui s'inspire des référentiels internationaux comme la norme internationale ISO 26000 sur la RSE mais également le GRI ou le Pacte Mondial, vise à mesurer les impacts locaux selon les axes suivants:

ECONOMIQUE: ancrer localement la performance économique (partenariats, sous-traitance, contribution aux infrastructures).

ENVIRONNEMENTAL: intégrer le facteur environnement (recyclage, consommation d'eau et d'énergie).

SOCIAL: optimiser le capital humain (création d'emplois durables/qualifiés, formation, protection sociale).

COMMUNAUTAIRE: associer le territoire à la création de valeur (transparence, économie sociale et solidaire).

Un mal-être général

Marilyne Jallad

Avec une vacance à la présidentielle depuis bientôt un an et demi qui crée une plaie béante, un cabinet ministériel aux poings liés par trop de divisions, un Parlement fermé, une crise économique qui perdure depuis quatre ans, un taux de chômage de 25% parmi les jeunes, des touristes absents, des taux de croissance qui ne dépassent plus les 2%, une crise de réfugiés et une cherté de vie insoutenable... le mal-être des Libanais s'est accentué en ce début d'automne avec la crise des déchets qui pullulent devant chaque maison et des politiciens qui restent sourds aux voix des citoyens, qui grondent et qui exigent des droits minimums à savoir: électricité 24h/24, eau potable, emploi, sécurité sociale et stabilité... En bref, un pays normal!

DÉCHETS, TEMPÊTE DE SABLE, RISQUES SANITAIRES ET CHERTÉ DE VIE PERTURBENT LA RENTRÉE SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE

Le 7 septembre, certains élèves du secondaire et des universités devaient reprendre leurs cours. Or nouveau coup de théâtre, climatique cette fois, avec une tempête de sable venue d'Egypte et de Syrie qui a transformé le Liban en un paysage apocalyptique mettant en danger la santé des citoyens et obligeant le ministre de l'Éducation à ajourner la rentrée des classes de deux jours pour éviter davantage de morts par asphyxie dans la Bekaa et ailleurs. «Non seulement les déchets nous envahissent depuis la fermeture du dépotoir de Naamé le 17 juillet, plus de deux mois déjà, cloîtrant nos enfants en bas âge à l'air conditionné qui nous coûte une fortune. Il faut payer le moteur en plus de l'électricité et nous avons dû écourter leurs vacances en les enfermant à la maison par crainte qu'ils ne tombent malade», confie Salwa, une femme au foyer résidant au Chouf. Même son de cloche pour Caroline, mère de trois enfants, dont un nouveau-né: «Ma fille de 12 ans a des grippes occasionnelles qui durent maximum quatre jours lorsqu'elle est fiévreuse. Elle est restée cloîtrée deux semaines au lit, à cause, selon le médecin de famille, des microbes issus des poubelles qui s'amonceillent à Baabda devant la maison mais aussi de la tempête de sable qui nous a tous imposé le retranchement sauf pour aller au travail et faire le strict minimum».

Parmi les personnes interrogées, la baisse du pouvoir d'achat avec cette crise économique qui ne permet plus à un grand nombre de boucler leurs fin de mois et qui les pousse de plus en plus à l'endettement, est venues s'ajouter à la hausse des frais de scolarité dans certaines écoles privées, lesquelles dépassent les augmentations annuelles de 2% à 3% résultant de l'inflation classique. Un mal-être supplémentaire.



Image satellite de la NASA montrant la tempête de sable

«La scolarité de mes deux fils, qui entrent en sixième pour l'un et en quatrième pour l'autre, a augmenté au Grand Lycée Franco-Libanais à Beyrouth, un établissement connu jusqu'ici pour avoir des prix de scolarité plus abordables que d'autres écoles», déclare d'entrée Maya, banquière. «Avec nos deux emplois, nous nous en sortons plutôt bien avant la crise économique. Nous sommes à présent très endettés car tout est devenu plus cher dans ce pays», assure-t-elle.

LA BAISSE DU POUVOIR D'ACHAT NE PERMET PLUS À UN GRAND NOMBRE DE MÉNAGES DE BOUCLER LEUR FIN DE MOIS

«Rien que le prix des 12 livres scolaires obligatoires, du cartable et de la gourde et nous en sommes déjà à payer 300 dollars», confie Asma, coiffeuse. «C'est sans compter l'uniforme obligatoire à 150 dollars, ajoute-t-elle. Auxquels s'ajoutent 200 dollars de fournitures». Total des frais: 650 dollars sans avoir encore payé la scolarité de mon fils de 5 ans». Que proposez-vous pour y remédier? «On pourrait ne pas imposer aux parents un nouvel uniforme chaque année à moins qu'il soit devenu trop petit, les livres scolaires pourraient être disponibles à la location», propose-t-elle. Elle clôt son intervention: «J'oublierai de vous préciser le plus aberrant: les 50% à verser pour le trajet en bus

qui emmène mon fils d'Achrafieh à Achrafieh, soit pour cinq minutes de trajet!».

Il a suffi d'interroger quelques mamans de la classe moyenne pour se faire une idée du mal être financier des ménages libanais quant aux frais de scolarité de leurs enfants. Il était alors inutile d'en rencontrer des classes défavorisées car le constat n'aurait été que plus alarmant.

BAC +4 ET SANS EMPLOI

Autre spleen grandissant, celui des universitaires fraîchement diplômés en âge de travailler, déboussolés par un avenir incertain au pays et des offres d'emploi quasi-inexistantes sans piston ou aux salaires trop bas comparés à leurs compétences. «Dégouté, j'ai choisi l'émigration, j'ai trouvé un stage dans le secteur bancaire en France grâce à mes excellents résultats universitaires et à mon passeport français qui a aidé», raconte Karl, 22 ans. Pourtant il confie adorer le Liban et affirme avoir tout essayé avant de prendre la décision de partir. «Le salaire de 800 dollars en banque ne me permet ni de prendre un appartement avec ma copine, locations très coûteuses dans Beyrouth, ni de subvenir à mes besoins», poursuit-il. Jennifer, 23 ans, est quant à elle diplômée de l'Université libanaise en Architecture et affirme qu'elle a dû accepter un emploi peu rémunéré pour éviter de se retrouver au chômage, un luxe qu'elle ne peut plus se permettre. «Sans un piston, je n'aurais pas pu obtenir le poste dans le bureau d'assurances, pourtant

mes diplômes auraient dû être ma meilleure carte d'entrée», déplore de son côté Pierre, 25 ans.

AUGMENTATION DES PRIX À LA CONSOMMATION

En parallèle, le pouvoir d'achat des Libanais est en baisse. Selon l'étude établie par l'administration centrale des statistiques (ACS) sur l'indice des prix à la consommation (IPC), nous constatons que l'indice des prix à la consommation a diminué de 0,7% entre 2013 et 2014. Cette décision était fondée sur les nouvelles pondérations attribuées par l'Administration centrale des statistiques à partir de 2013, grâce à l'expansion du panier de consommation. À la fin de juin 2015, l'IPC aurait diminué de 2,1% par rapport à la fin de 2014. Cet indice est destiné à mesurer de manière correcte l'évolution du coût de la vie. En tant qu'indicateur économique, il mesure l'évolution des prix d'un panier de biens et services acquis par les ménages et représentatifs de leurs habitudes de consommation.

D'après ces chiffres, nous constatons que l'IPC a augmenté de façon constante entre 2008 et 2013, avec une moyenne annuelle de 4,6% pendant cette période. Un paramètre explicatif de l'augmentation de 4,5% du prix des coûts d'éducation entre 2013 et 2014 est la hausse des salaires des enseignants dans le public qui a aussi été appliquée dans le privé et qui a fortement affecté à la hausse les prix à la consommation. Les deux seuls secteurs qui ont connu des baisses: les frais de communications (23,6%), un chiffre qui s'explique notamment par les mesures prises par le ministre des Télécommunications d'une baisse des tarifications de téléphonie mobile et fixe sachant que les prix des tarifs mobiles au Liban restent encore parmi les plus chers au monde. L'autre baisse observée: celle des dépenses en eau, électricité, gaz, et autres combustibles qui a diminué de 8,9% (entre 2013 et 2014), et qui s'ex-

DÉPENSES MULTIPLES	Poids* 2007	Inflation 2008	Inflation 2009	Inflation 2010	Inflation 2011	Inflation 2012	Inflation 2013	Poids* 2013	Inflation 2014	Inflation Jun.2015
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	19.9	18.2%	-0.8%	6.7%	5.8%	4.3%	2.9%	20.6	1.3%	-4.1%
Boissons alcoolisées et tabac	2.1	0.1%	7.7%	0.7%	11.4%	8.3%	12.1%	1.6	10.7%	0.3%
Articles d'habillement et chaussures	6.2	4.9%	-10.2%	20.4%	4.2%	4.3%	-7.9%	5.4	19.2%	-3.7%
Logement	16.2	4.8%	6.1%	0.0%	0.0%	44.0%	0.0%	16.6	3.0%	1.0%
Eau, électricité, gaz et autres combustibles	9.5	-8.6%	7.8%	8.0%	5.9%	6.5%	0.1%	11.9	-8.9%	-8.4%
Meubles, articles de ménages et entretien courant du logement	3.9	7.0%	0.3%	0.9%	2.1%	1.4%	1.9%	3.7	1.5%	0.4%
Santé	6.8	4.4%	2.1%	-2.5%	3.2%	-0.2%	2.0%	7.8	0.0%	-4.9%
Transports	12.3	1.1%	17.6%	4.8%	-2.6%	2.3%	-2.5%	13.1	-8.5%	0.9%
Communications	4.8	-0.5%	-13.2%	-0.1%	0.0%	0.0%	0.0%	4.6	-23.6%	-0.4%
Loisirs et culture	3.7	0.8%	2.8%	2.1%	5.2%	6.0%	4.3%	2.3	2.1%	-1.1%
Enseignement	7.7	4.1%	9.6%	6.7%	7.6%	14.5%	7.0%	5.9	4.5%	0.1%
Hôtels, restaurants et cafés	2.7	25.3%	3.6%	6.3%	3.9%	4.5%	5.4%	2.6	3.3%	1.1%
Biens et services divers	4.2	5.0%	-0.1%	2.0%	2.4%	3.3%	2.5%	4.0	1.7%	1.0%
INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	100	5.5%	3.4%	4.6%	3.1%	10.1%	1.1%	100.0	-0.7%	-2.1%

* représente la pondération de chaque composant de l'indice dans le calcul de la moyenne totale.

plique par la baisse mondiale du prix du pétrole qui a atteint aussi le Liban il y a quelques mois. Mais globalement lorsque l'on regarde ces chiffres, nous restons inquiets quant à l'augmentation des prix de denrées de première nécessité (nourriture, chauffage, logement) auprès des ménages.

REVENDICATIONS SOCIALES

Le collectif de citoyens «Vous puez!», qui a commencé à organiser des manifestations pacifistes suite au drame des déchets auxquels les politiciens ne trouvent toujours pas de solution acceptée par tous, et surtout par les spécialistes environnementaux, a été la goutte d'eau qui a poussé les jeunes manifestants à descendre dans les rues. Des collectifs «Non à la corruption», «Nous demandons des comptes» et d'autres ont pullulé, jour après jour, manif après manif, jusqu'à rassembler presque 100 000 Libanais, toutes communautés confondues, jeunes et moins jeunes, qui prônent la laïcité et dénoncent les failles et l'irresponsabilité des politiques. Ce mouvement, que les médias appellent désormais «Mouvement du 29 août», en référence à la grande manifestation, la première

depuis 2005 à rassembler un si grand nombre de personnes, ne veut plus ni du 14 ni du 8 Mars. Leur pression incessante sur les politiques, en appelant notamment à la démission symbolique du ministre de l'Environnement qui savait, comme les autres politiciens, que le seul dépotoir du Liban allait fermer ses portes le 17 juillet dernier et qui se devait de prévenir le drame sanitaire et environnemental en prenant des initiatives bien avant, a fait exploser le ras-le-bol et le mal-être généralisé.

C'était un bref aperçu de l'état des lieux d'une population en souffrance croissante depuis des années et d'un mal-être qui habite chaque regard rencontré. Sans oublier qu'au 21e siècle, presque 15 ans après la fin de la guerre civile et dix ans après le retrait de la tutelle militaire syrienne du Liban, le citoyen libanais n'a toujours pas le minimum: électricité 24h/24, eau potable, routes, emploi, assurance maladie et retraite. Nous espérons que le printemps en sera un et que la bonne volonté, tout de même, d'un grand nombre de personnes dans ce pays finira par vaincre dans le secteur privé mais surtout à la tête des instances publiques.



Un mal-être chez les réfugiés syriens du Liban

«La générosité libanaise et jordanienne a des limites», déclare le directeur de la Banque mondiale pour le Moyen-Orient, Ferid Belhaj, dans un article publié en mai dernier. Qui aide le Liban à accueillir les réfugiés syriens? Pour le directeur de la Banque Mondiale pour le MO, «le Liban et la Jordanie fournissent à la communauté internationale un bien public mondial en accueillant un nombre impressionnant de réfugiés syriens fuyant le conflit qui fait rage dans leur pays. Ils sont actuellement plus de deux millions à vivre dans ces deux pays, voisins de la Syrie, lesquels ont des ressources limitées mais ne s'en montrent pas moins incroyablement généreux en leur ouvrant la porte sans hésiter, dans un élan d'humanité que l'histoire moderne n'avait jamais connu», déclare-t-il. Selon lui, «au Liban, les Syriens représentent aujourd'hui plus de 25% de la population». En effet, «à mesure que les jours passent sans le moindre signe indiquant une fin prochaine du conflit, la question des réfugiés repousse les limites de la générosité en Jordanie et au Liban et ne fait qu'exacerber les problèmes politiques et de sécurité déjà considérables qui accablent ces deux pays». Par ailleurs, il appelle «à ce que la communauté internationale mette plus d'empressement à aider ces deux pays, qui paient le prix fort pour une crise dont ils ne sont pas responsables et contre laquelle ils ne peuvent rien». Malgré le système d'aide qui a été mis en place par les Nations Unies, et en particulier le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), ainsi que les donateurs bilatéraux qui se sont rapidement engagés auprès des gouvernements libanais et jordanien pour organiser les premières mesures d'aide, il précise que «des camps ont été installés, principalement en Jordanie, et des établissements informels ont été tolérés au Liban. Mais aujourd'hui, la situation sur le terrain prend un tour dramatique et nous sommes en train de comprendre que la solution n'est pas pour demain», ajoute-t-il. «Aucune fin n'est en vue pour le conflit syrien. Et nul ne peut prévoir quand les réfugiés pourront rentrer chez eux. La seule certitude, c'est que la Jordanie et le Liban doivent s'occuper à la fois de leurs propres citoyens et des millions de réfugiés qui vivent à leurs côtés», poursuit-il. En effet, en moins de trois ans, la population libanaise est passée de 4,2 millions à environ 5,5 millions d'habitants. Le plus triste c'est que l'Europe, depuis la photo tragique d'un enfant syrien de trois ans, Aylan, naufragé et mort sur le rivage en voulant fuir la guerre clandestinement avec sa famille s'est enfin réveillée et se perd pour accueillir ne serait-ce que 200 000 réfugiés sur un territoire mille fois plus riche et mille fois plus grand que la Jordanie et le petit Liban qui peine grandement sous ses soucis.

Un consommateur averti...

Comment améliorer la consommation en respectant le développement durable? C'est la question à laquelle répond l'experte en environnement et en développement durable, Lamia Mansour. Qu'est-ce qu'un consommateur éveillé? Qu'en est-il au Liban? Et quelles actions ont été prises en ce sens?

C'est une des réponses qu'a voulu apporter le plan d'action concocté il y a quelques mois pour le Liban et qui fait partie du programme régional de l'ONU «SWITCH-Med» financé par l'Union européenne. Il concerne les pays suivants: la Lybie, la Tunisie, Israël, l'Égypte, le Maroc, l'Algérie, la Palestine, la Jordanie, la Syrie (interrompu en raison du conflit) et le Liban. À noter que le plan d'action qui touche au Liban est mené en coopération avec les ministères libanais de l'Environnement et de l'Industrie.

«SWITCH-Med a financé deux volets: un plan d'action régional pour la mise en place du concept du CPD (consommation et production durable) et des plans d'action nationaux dont le Liban a pu profiter pour mettre en place son plan d'action que nous préparons», rappelle Lamia Mansour. Dans le précédent numéro d'Econews, les lecteurs ont pu en apprendre davantage sur le premier volet qui inclut les principes d'une production industrielle durable. L'experte revient ici sur la notion de consommation durable.

MODE DE VIE DU CONSOMMATEUR ET ACHATS «ECO-FRIENDLY»

«Il existe plusieurs outils de communication utilisés par les différents acteurs», explique Lamia Mansour. Une des mesures mise en place par le ministère de l'Économie est par exemple «l'index du consommateur». «Des organisations non gouvernementales qui placent sur la consommation durable et sur le mode de vie le plus protecteur pour l'environnement ont aussi fait leurs propres études à travers des moyens de contacts avec le consommateur dans le but d'améliorer leur crédibilité en tant que consommateur», poursuit l'experte.

Pour améliorer la crédibilité du consommateur libanais, l'information est capitale. «Lorsqu'il fait un achat, le produit en question est certifié et/ou labellisé protecteur pour l'environnement et pour lui-même», indique la spécialiste.

Un certain nombre d'institutions publiques et semi-publiques spécialisées ont ainsi créé des labels pour informer et protéger le consommateur quant à l'achat de produits divers: à l'instar du Centre libanais pour la conservation de l'énergie (LCEC) qui a développé en coopération avec LIBNOR un label pour les produits ménagers énergétiquement efficaces. «La Chambre de commerce de Beyrouth a quant à elle émis des certificats d'origine et d'authenticité, LIBNOR, QUALEB ou encore IRL», précise-t-elle. «Un fonds reçu par le ministère de l'Environnement (2007 à 2013) avec un financement allemand a notamment permis de mettre en place des procédures pour le traitement des eaux usées industrielles», poursuit Lamia Mansour. Preuve que les marques libanaises prennent de plus en plus en compte ces questions de protection du consommateur, la marque d'huile de Tournesol, PULPER, a pu profiter de ce fonds allemand. «Cette marque connaît un problème d'odeur qui provenait des eaux usées. Grâce à un budget de 447 000 euros, elle a pu créer un circuit fermé pour régler ce problème», indique l'experte. Désormais, cette marque d'huile de Tournesol est certifiée «0% de pollution dans son industrie et a reçu du ministère un label écologique», affirme-t-elle.

LE CONSOMMATEUR LIBANAIS EST-IL SUFFISAMMENT ÉVEILLÉ?

«Sensibiliser le plus grand nombre au bien-être environnemental du consommateur est un must», note l'experte. Il est en effet question «d'agrandir le cercle d'éveil des consommateurs». Pour atteindre cet objectif, «il faut revenir sur le cycle de vie des produits en encourageant les producteurs à produire davantage de produits écologiques ainsi les consommateurs suivront», souligne-t-elle. Plusieurs

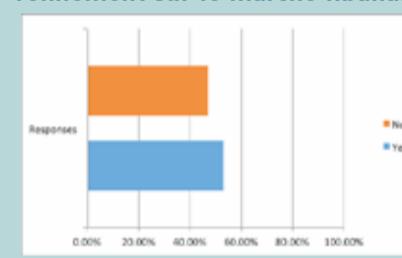


parties de «cette chaîne de vie du produit» permettent de rendre le consommateur plus éveillé. «C'est une chaîne entre le consommateur, les institutions spécialisées qui labellisent les produits, les ministères qui parrainent, les ONG et les médias qui transmettent ensuite l'information et la disponibilité du produit sur le marché», explique Lamia Mansour.

Alors peut-on dire que le consommateur libanais est éveillé? Sur cette question l'experte répond par des chiffres. «Une enquête a été menée par le ministère de l'Environnement en août 2015 sur un échantillon de 100 personnes pour mesurer le type d'achat des citoyens libanais, affirme la spécialiste. Cette étude, basée sur les principes du CPD (consommation et production durable), permet de donner une idée des connaissances et habitudes d'achat des citoyens libanais», poursuit Lamia Mansour. «Elle démontre que 53% des personnes interrogées sont au courant qu'il existe des produits «eco-friendly» pour l'environnement et que près de 96% se disent prêts à les acheter», assure la spécialiste. 86% des personnes interrogées se disent «prêts à payer plus pour consommer mieux» et ce malgré la crise économique qui perdure depuis quatre ans déjà au Liban.

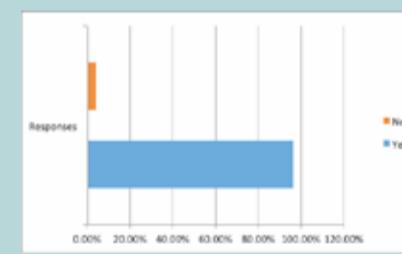
ENQUÊTE-SCP EFFECTUÉE AUPRÈS DES CONSOMMATEURS (AOÛT 2015)

Êtes-vous au courant de la disponibilité de produits eco-friendly pour l'environnement sur le marché libanais?



Choix de réponses	Réponses
Oui	53.00%
Non	47.00%
Total	100.00%

Êtes-vous intéressé par l'achat de produits respectueux de l'environnement?



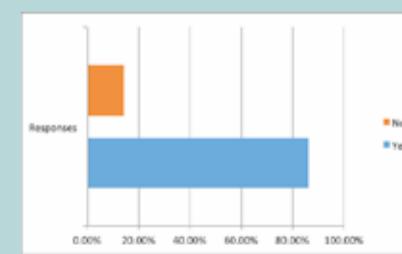
Choix multiples	Réponses
Oui	96.00%
Non	4.00%
Total	100.00%

Avez-vous récemment acheté un produit respectueux de l'environnement? Si oui, précisez lequel.

Réponses:

- Nourriture
- Produits
- Peintures à base d'eau, papiers recyclés, lampes énergétiques
- Energie solaire de chauffage de l'eau
- Alimentation biologique
- Sac de shopping, verre d'eau, bouteilles CFC, produits gratuits
- Chargeurs de panneau solaire, tissus et papiers recyclés
- Ampoules éco-énergétiques
- Sacs en papier recyclables, plastiques recyclables

Êtes-vous prêt à payer un peu plus pour des produits respectueux de l'environnement?



Choix multiples	Réponses
Oui	86.00%
Non	14.00%
Total	100.00%

«Il y a un potentiel au Liban, nous observons un éveil croissant de la part des associations qui militent pour une consommation eco-friendly», ajoute confiante Lamia Mansour sur les progrès qu'elle a pu observer jusqu'à ce jour. «Ce qui est très bien, c'est que nous avons des institutions qui sont capables d'assigner des labels et des certificats aux normes internationales et les campagnes de sensibilisation se poursuivent». Et d'ajouter: «Le cycle de vie du produit est un concept essentiel que le consommateur doit intégrer pour changer ses habitudes». «Consommer mieux c'est changer petit à petit les modes de production et de consommation, les rendre plus sains», conclut Lamia Mansour.

Epargner le centre-ville, cœur battant de Beyrouth

Comment épargner le cœur économique et commercial du centre-ville de Beyrouth? Tel a été le thème de la conférence lancée par Mohamed Choucair dans les locaux de la Maison de l'économie en présence des principaux acteurs concernés.



Le centre-ville de Beyrouth et ses commerces sont fragilisés, comme le reste du pays, par une crise économique sans précédent, des baisses très fortes des chiffres d'affaire et de touristes, une crise de déchets et des manifestations pacifiques et citoyennes qui se poursuivent légitimement... Autant de facteurs qui ont poussé le président de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban, Mohamed Choucair, à réunir les acteurs du conflit.

Cette réunion a rassemblé dans les locaux de la Chambre de Beyrouth, le 17 septembre dernier, les présidents des instances économiques et les principales entreprises du centre-ville en présence des députés respectifs de Beyrouth.

«LE CENTRE-VILLE RESTERA OUVERT À TOUS»

«Ce sont des intérêts personnels et des divisions incessantes entre les politiciens qui ont mené le pays à cette situation extrêmement difficile à tous les niveaux en particulier économique et social», a déclaré en ouverture de la rencontre Mohamed Choucair. «Ce n'est pas faute d'avoir levé notre voix à maintes reprises en tant qu'organismes économiques pour pousser nos politiques à rectifier le tir et notamment à élire un président de la République», a-t-il poursuivi. S'il a déclaré comprendre parfaitement la grogne légitime des citoyens qui manifestent et la note d'espoir qu'ils ont véhiculé en descendant dans la rue notamment le 29 août dernier, il a cependant regretté, «que le centre-ville paye le prix de cette mobilisation et des actes de vandalisme qui l'accompagnent».

«Le centre-ville est le lieu privilégié pour les revendications légitimes des citoyens et il restera ouvert à tous», a

déclaré pour sa part, le président de Solidere, Nasser Chammaa. Rapportant qu'il a été l'un des lieux du pays le plus touché par la crise économique, il a souligné que «Solidere maintient son soutien accru à toutes les institutions présentes au centre-ville», rappelant que «les investisseurs et les employés du centre-ville sont une micro-image de notre société». Il a par ailleurs garanti la poursuite de la coopération de Solidere avec toutes les institutions du pays en vue de protéger le cœur de Beyrouth et lui redonner son rôle de plaque tournante de l'activité commerciale, culturelle et touristique du pays. S'adressant aux politiques, il leur a demandé de considérer et d'agir pour remédier à l'abattement et à l'étouffement que subissent les institutions et les commerçants du Liban, et du centre-ville en particulier.



«Le destin de notre pays est-il de toujours subir des blocages», s'est interrogé à son tour, le directeur des opérations d'Aishti, Michel Salamé. Il a ensuite salué le rôle joué depuis des années par le secteur privé libanais qui a empêché le pays de mourir.

À BEYROUTH, 12% DE COMMERCES ONT FERMÉ LEURS PORTES ENTRE JUIN 2014 ET 2015

«Les offres d'emploi ont pâti de cette situation économique et commerciale déplorable marquée par un recul de 30% à 40% de l'activité commerciale dans le centre-ville», a quant à lui rappelé le PDG d'Azadea Group, Said Daher. «Le centre-ville souffre de trois crises: la première est économique et perdure sur tout le territoire libanais depuis quatre ans déjà, la seconde est la conséquence des mesures sécuritaires drastiques prises, notamment en raison de la table de dialogue et la troisième est due à l'absence de touristes arabes», a pour sa part déclaré le président de l'Association des commerçants de Beyrouth, Nicolas Chammas. «Entre juin 2014 et juin 2015, nous sommes passés de 1 116 magasins dans Beyrouth à 995, ce qui signifie que 12% des établissements ont fermé leurs portes, a relevé le président de l'ACB. Et de conclure: parmi eux, près de 70 se trouvent au centre-ville, 15 à Hamra et 12 à Verdun».

L'avantage compétitif, un argument qui fait mouche dans la négociation

Nicolas Faure*

En ces temps de mondialisation qui voient la réalisation du village planétaire évoqué par Mc Luhan en 1967 dans son ouvrage majeur «Le medium est le message», les entreprises de biens et de services sont en concurrence permanente et doivent, pour réaliser les objectifs conformes à leur vision, rivaliser d'ingéniosité afin de se démarquer de la concurrence.

Un concept souvent négligé permet d'atteindre ce but: l'avantage compétitif. Il est constitué par tout ce qui permet à l'entreprise de dépasser ses concurrents notamment grâce à l'innovation et à la maîtrise des six forces de Michael Porter (concurrence actuelle, potentielle, pouvoir de négociation des clients, des fournisseurs, produits ou services de substitution, action des pouvoirs publics). Concrètement, il y aurait un avantage compétitif avéré quand le retour du capital investi réduit du coût réel ou estimé (capitaux propres) du dit capital sera supérieur à 0 ; ou plus simplement quand les ventes d'une entreprise seront supérieures à ses coûts (y compris aux coûts d'opportunité du capital et du travail, notamment de l'entrepreneur).

Pour durer, l'avantage compétitif détenu par une entreprise doit être rare, difficile à imiter, et nettement supérieur à celui de ses concurrents en termes de création de valeur. Celui-ci peut être constitué par une marque, un brevet, un savoir-faire spécifique, ou tout autre facteur qui concourt à la production.

Les sources d'un avantage compétitif sont multiples et peuvent être identifiées comme suit:

1 - Structurelles

Le marché mondial du pétrole qui, de part sa structure cartellisée fait la part belle aux acteurs regroupés au sein de l'OPEP, illustre parfaitement cet exemple.

2 - Opérationnelles

Certaines marques possèdent un véritable savoir-faire, quasiment inimitable, pour mettre en œuvre des opérations dans des domaines les plus variés (restauration, hôtellerie, commerce de détail etc.).

3 - Innovation

L'innovation incarne à la perfection l'origine d'un avantage compétitif qui va permettre de créer de la valeur dans une situation de monopole par rapport à la concurrence qui n'existe pas sur un marché créé ex nihilo blueoceans-strategy avec comme résultat le winner take all.

4 - La culture d'entreprise

Elle peut constituer dans certains cas effectivement (i.e. usines automobiles japonaises) l'origine d'un avantage compétitif.

Cela étant dit, l'entreprise a trois options pour réaliser la mise en œuvre de son avantage compétitif:

a - Adopter une structure prix ou coût avantageux, c'est-à-dire produire moins cher que les concurrents, et/ou vendre plus cher, ou une combinaison des deux options.

b - Se différencier afin de créer une perception à haute valeur de son produit ou service qui permettra de vendre avec un effet premium, c'est-à-dire à plus cher que la moyenne du marché (i.e. Apple).

c - Opter pour un marché niche, en se focalisant sur un segment spécifique de consommateurs.

En conclusion, mettre en avant dans la négociation son ou ses avantages compétitifs avérés, c'est augmenter ses chances de vente afin de transformer sa vision d'entreprise en réalité.

*Senior Partner, NF Consultants

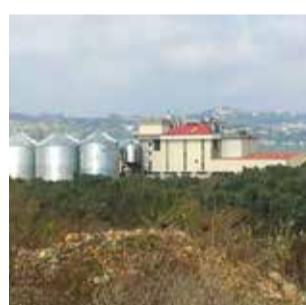
Edile, focus sur les projets pilotes

Nous mettrons en relief les cinq projets pilotes libanais impliqués dans l'approche EDILE. À noter que la remise du prix EDILE aux investisseurs les plus «inclusifs» se tiendra lors de la Semaine économique de la Méditerranée du 4 au 7 novembre prochain.

Green Eco-Tech: Situé à Zrarieh, au Liban-Sud, cette usine pilote présente une solution à la question des déchets en énergie des terres au Liban, par pyrolyse. L'usine est équipée pour pouvoir disposer des déchets solides municipaux et celles de son entourage afin de produire du pétrole, du charbon et de l'énergie pour soutenir durablement les villages de la région sans le besoin d'incinération et d'enfouissement. Green Eco-Tech fournit un service économique et environnemental de valeur considérable pour les municipalités environnantes, étant donné qu'il résout un problème environnemental qui affecte directement leur bien-être, tout en offrant des sources alternatives et durables d'énergie pour nourrir les besoins de la communauté.



WilcoPM: C'est un abattoir de volailles situé à Chekka, au Liban-Nord. Cette industrie a investi plus de 20 millions de dollars pour construire un nouvel abattoir et une installation de traitement pour les poulets de chair. Le concept prend en considération l'autonomisation locale ainsi que la conservation environnementale. La société a pris de nombreuses initiatives pour préserver l'environnement et engager la communauté environnante (énergie à partir des déchets organiques, recyclage et réutilisation de l'eau, production pour la consommation locale et haute disponibilité et accessibilité aux clients de tous les niveaux de revenu). En accord avec la municipalité locale, la société a créé une nouvelle infrastructure pour soutenir le nouveau site du projet qui comprend des systèmes d'égouts, d'eau, d'électricité et de téléphone.



Shouf Biosphere Reserve: La plus grande des réserves naturelles du Liban, la Réserve naturelle des cèdres du Chouf s'étend de Dahr Al-Baidar dans le nord vers la Montagne Niha dans le sud. La Réserve naturelle des cèdres du Chouf est une destination populaire pour la randonnée et le trekking. L'observation des oiseaux, le vélo de montagne et les raquettes y sont aussi très populaires. Le patrimoine naturel et culturel est conservé, les ressources sont traitées comme des richesses, l'investissement reçoit la diligence, et le développement est contrôlé par les citoyens, les entreprises et l'autorité de gestion. Les objectifs de l'écotourisme dans la réserve devraient toujours se concentrer sur la conservation de l'environnement, l'amélioration de la qualité de vie des communautés locales, et l'amélioration du produit touristique et de service afin que l'activité d'écotourisme devienne une opération réussie menant à des avantages socioéconomiques.



Advanced Plastic Industry – API: Fondée en 1994 comme une entreprise libanaise conjointe de Stock, API est un fabricant de tubes et d'installations. La production est en conformité avec les normes internationales reconnues ayant pour objectif principal la «satisfaction des clients». Ainsi au cours des dernières années, en réponse à une demande en produits de tuyauterie de haute qualité, l'API n'a cessé de croître pour devenir une entreprise régionale solide. Une équipe de vente solide incluant un département dédié à l'exportation et un réseau de distribution se composant de plus de 140 distributeurs qualifiés est actuellement au service des marchés locaux et régionaux, fournissant ainsi les meilleurs produits et services pour les clients locaux et régionaux. En 2014, API a installé un système hybride - Diesel photovoltaïque (PV) - comme étant une décision opérationnelle stratégique pour réduire les coûts d'énergie et contribuer à la préservation de l'environnement. Par conséquent, la consommation de diesel a été réduite de 900 tonnes à 830 tonnes par an avec une économie annuelle totale de 70 000 dollars.



ESSCO – Energy Saving Solutions: ESSCO est un fournisseur de produits et matériaux réduisant les coûts d'énergie qui utilise des technologies innovantes, vertes et intelligentes. Avec plus de 15 années d'expérience et la perspicacité de servir les développeurs de construction, les entreprises et les propriétaires, ESSCO peut fournir des économies d'énergie intelligentes et des solutions écologiquement pertinentes pour développer des projets de construction, de rénovation et de restauration. Cette compagnie offre aussi une large gamme de solutions, y compris: un ensemble complet de solutions de chauffage au diesel, gaz ou énergie électrique. Elle fournit également plusieurs types de radiateurs, convecteurs et chauffages au sol, ainsi que des systèmes de drainage de surface, des tuyaux en cuivre et des tubes nus ou isolés. Les spécialistes d'ESSCO offrent une solution complète pour le traitement des eaux usées que ce soit pour les locaux résidentiels ou commerciaux. Entre autres, ils installent et maintiennent en réseau et hors réseau des systèmes solaires PV complets allant de 1 à 1000 kilowatts.



Vers un label EDILE

La création d'un label EDILE est née de la volonté d'impliquer les entreprises et le secteur privé dans la démarche d'amélioration des impacts locaux des projets d'investissements.

Le processus de labellisation repose sur la toolkit EDILE: une méthodologie de notation permettant l'évaluation de 36 critères caractérisant les impacts locaux des projets d'investissement. Les entreprises labellisées pourront bénéficier d'avantages en termes de communication, d'opportunités d'affaires et de dispositifs de soutien: visibilité internationale, appartenance au club d'entreprises et d'institutions EDILE, remise d'un prix EDILE, facilités de financement ou encore accompagnement administratif. Le projet de label EDILE sera présenté lors de la conférence finale du projet en 2015.

Edile à ce jour

L'initiative EDILE a construit ces deux dernières années une stratégie et des outils visant à relever les défis de l'efficacité économique, sociale et environnementale des projets d'investissement au niveau local. Mobilisés autour de cette mission commune, ANIMA Investment Network, chef de file, et sept partenaires que sont ClassM et l'OCEMO en France, la CCIA-BML au Liban, l'API en Tunisie, PIPA en Palestine, lesMed en Espagne et Toscana Promozione en Italie ont œuvré à rendre le projet innovant, utile et durable au travers de réalisations concrètes:

70 critères détaillés dans un guide méthodologique permettant d'évaluer un projet d'investissement dans sa globalité.

36 critères spécifiquement retenus pour l'évaluation des impacts locaux des projets d'investissement, assortis d'une méthodologie de notation: la toolkit EDILE.

16 projets pilotes d'entrepreneurs libanais et tunisiens impliqués dans une démarche de co-construction de la toolkit EDILE.

150 personnes de huit pays mobilisées à l'occasion des premiers événements du projet: conférence de lancement à Florence (Italie).

Ensuite, un séminaire de validation à Marseille (France) et premier séminaire régional d'échange d'expérience à Beyrouth (Liban).

Pour rappel, la Chambre de Commerce de Beyrouth avait réuni du 28 au 30 janvier 2015 près de 60 participants de sept pays lors du premier séminaire régional du projet EDILE.

Edile: L'agenda

22- 23 octobre 2015 - Séminaire régional, Tunis, Tunisie.

Ce séminaire sera centré autour du thème de la gouvernance territoriale.

4 novembre 2015 - Remise du prix EDILE (Semaine économique de la Méditerranée), Marseille, France.

Dans le cadre de la Semaine économique de la Méditerranée, le projet EDILE décernera des prix aux entreprises pilotes les plus inclusives et lancera les premières labellisations.

23-25 novembre 2015 - Séminaire régional, Barcelone, Espagne

Un séminaire avec pour focus l'économie sociale et solidaire et l'axe communauté d'EDILE.

L'énergie renouvelable en plein essor

Ce sont 800 participants et plus de 82 intervenants venant du Liban, des pays arabes et du monde qui se sont penchés sur les enjeux de l'énergie solaire au Liban lors de la 6e édition du Beirut Energy Forum. Cet événement annuel a été initié et organisé par le Centre libanais pour la conservation et l'énergie et parrainé par Arthur Nazarian, le ministre libanais de l'Énergie et des Ressources hydrauliques.

Reconnu comme le plus important événement au Liban dédié à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables, le Beirut Energy Forum a rassemblé pour sa 6e édition des experts et des acteurs du secteur. Organisé par le Centre libanais pour la conservation de l'énergie (LCEC), ce nouveau rendez-vous s'est tenu du 9 au 11 septembre derniers à l'hôtel Le Royal de Dbayé.

L'objectif principal de cette 6e rencontre a été «de jumeler les présentations théoriques et les avancées scientifiques au niveau international avec des projets concrets dans le domaine des énergies renouvelables au Liban. Des projets qui ont été présentés au cours du Forum», explique Pierre El Khoury, directeur général du LCEC.

Trois journées complètes ont été entièrement dédiées à l'énergie solaire, à son impact, ses enjeux et à son développement durable. Huit cent participants et plus de 82 intervenants venant du Liban, du monde arabe et de la communauté internationale représentant les secteurs privé et public étaient présents. On comptait notamment la présence de la Banque mondiale, la ligue des pays arabes, l'Union européenne mais aussi des entrepreneurs, des entreprises spécialisées en énergie renouvelable, des experts, des consultants, des investisseurs et des banquiers.

Parmi les invités d'honneur figuraient le ministre de l'Énergie et des Ressources hydrauliques, Arthur Nazarian, son homologue à l'Information, Ramzi Joreige, le ministre palestinien de l'Énergie, Omar Kettaneh, la directrice du département de l'énergie de la Ligue arabe, Jamila Matar et le directeur exécutif du Centre régional pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique en Égypte, Ahmed Badr. La Chambre de commerce de Beyrouth était aussi représentée par son projet SHAAMS, une initiative financée en partie par l'Union européenne.

POINTS FORTS DU FORUM

Parmi les points forts de la première journée nous retiendrons lors de la session inaugurale, le discours d'ouverture prononcé par Arthur Nazarian qui a annoncé avoir fait parvenir au Conseil des ministres, les résultats de l'appel d'offre que son ministère avait lancé sur l'énergie éolienne au Liban, lequel devrait prochainement être

voté par le gouvernement. «Le contenu des appels d'offres retenus par le ministère sont de l'ordre de trois champs d'éoliennes dans la région du Akkar avec une capacité totale de 180 mégawatts, ce qui représente approximativement 9-10% des besoins en électricité au Liban», explique le directeur général du LCEC. La demande moyenne d'électricité au Liban est d'à peu près 2 000 Mégawatts».

«Le Beirut Energy Forum est la conférence la plus prometteuse dans le monde arabe», a déclaré pour sa part Omar Kettaneh. Le ministre palestinien de l'Énergie a souhaité que cet événement rassemble au Liban tous les acteurs internationaux du secteur pour «décider ensemble de l'avenir des enjeux de l'énergie durable dans le monde».

Mazen Halawi, directeur adjoint au sein de l'unité de financement de la Banque du Liban s'est quant à lui penché sur les prêts subventionnés alloués au secteur privé par les banques libanaises à des taux zéro, une initiative de la BDL. «Ces trois dernières années, nous avons observé des investissements de l'ordre de 500 millions de dollars qui ont été accordés aux projets d'efficacité énergétique en énergie renouvelable et dans les bâtiments verts», a-t-il affirmé notant par ailleurs que «le mécanisme de financement offert par la BDL, a déjà permis de créer plus de dix mille emplois parmi les jeunes ingénieurs et techniciens du secteur». Notons à ce sujet que le taux de chômeurs parmi les jeunes a atteint les 25%, d'où l'intérêt de telles subventions.

Le dernier jour, la session CES-MED organisée en coopération avec l'Union européenne a réuni les municipalités libanaises avec Ziad Chébib, gouverneur de Beyrouth. Le gouverneur et les municipalités ont discuté ensemble du plan d'action pour le développement de l'énergie durable au niveau des municipalités sur tout le territoire libanais. En clôture de cette session, trois plans d'action ont été présentés pour leurs régions respectives par les présidents des municipalités de Qob Elias (Békaa ouest), de Baakline au Chouf et de Beyrouth. À noter que ces trois projets, axés sur l'éclairage public efficace de ces localités, sont déjà en cours.

Pour info, CES-MED est un programme financé par l'Instrument Européen de Voisinage et de Partenariat (IEVP), le principal mécanisme financier qui fournit l'assistance aux pays partenaires de la politique européenne de voisinage dont l'objectif est de promouvoir le dé-



veloppement des énergies durables dans les villes méditerranéennes. Ce projet de 36 mois a été initié en janvier 2013 et ses bénéficiaires sont une sélection d'autorités locales (villes, municipalités, gouvernorats, wilayas, etc.) dans les dix pays couverts par l'Instrument Européen de Voisinage et de Partenariat - Sud (IEVP Sud): Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Palestine, Syrie et Tunisie.

Durant le Forum, le LCEC a lancé le plan d'action national des énergies renouvelables au Liban pour la période 2016-2020, ayant comme objectif de préciser le chemin de route pour achever le but national de 12% d'énergie renouvelable en 2020.

La Chambre de commerce de Beyrouth présente les actions accomplies par SHAAMS, l'accélérateur du secteur solaire en Méditerranée

Shaams, le projet porté à bras par la Chambre de commerce de Beyrouth depuis presque trois ans, est un projet de développement dans le secteur de l'énergie solaire initié et financé par l'Union européenne dans le cadre de la politique de voisinage pour la coopération transfrontalière en Méditerranée (IEVP).

«Notre participation lors de ce forum a été très bien accueillie et nous avons senti un intérêt des participants accordé à l'action du projet Shaams en faveur des énergies solaires au Liban et à l'amélioration du marché du travail», assure le chef du projet SHAAMS auprès de la Chambre de Beyrouth, Aline Farajian. Durant cet événement, «nous avons aussi présenté les efforts menés par la Chambre de commerce de Beyrouth pour organiser des activités et des ateliers pour sensibiliser et éduquer un grand nombre de Libanais sur le potentiel et les possibilités offertes par l'utilisation de l'énergie solaire», ajoute-t-elle. Des rencontres d'affaires entre entreprises et institutions, centres de recherche et de formation avec des acteurs venant d'Espagne, de France, de Jordanie, d'Égypte et du Liban étaient aussi au programme. «La présence de SHAAMS au Forum a aussi été l'occasion de discuter des possibilités de coopération afin d'être à jour dans les nouvelles technologies du secteur», poursuit Aline Farajian. «La Chambre en tant que partenaire de ce projet ambitieux continue à œuvrer pour l'amélioration du marché du travail dans l'énergie solaire», souligne la chef du projet SHAAMS.

RAPPEL DES ACTIONS ENTREPRISES PAR SHAAMS

«Nous avons introduit dans 12 écoles techniques (six privées et six publiques) un cours sur le système photovoltaïque délivré auprès des étudiants du secondaire», explique Aline Farajian. «Ces actions ont un impact durable et permettent à ces jeunes d'être plus performants une fois arrivés sur le marché du travail», précise-t-elle. Sachant que les cours délivrés dans ces écoles techniques sont à la pointe du savoir international. Des formations dédiées aux ingénieurs et architectes sur le même thème et l'application pour l'irrigation ont aussi été créées. Shaams a par ailleurs formé des professeurs permettant ainsi d'avoir un impact durable sur le système éducatif.

Par ailleurs, SHAAMS continue à soutenir des municipalités libanaises par la mise en place de leur plan d'action pour le développement de l'énergie durable. Un expert a ainsi visité la municipalité de Naples en Italie pour un échange d'expériences dans ce domaine.

SHAAMS est aussi présent dans les écoles normales à travers des «clubs scolaires» de promotion des énergies renouvelables permettant d'expliquer aux élèves le danger environnemental de recourir aux énergies fossiles. Car, comme le précise la chef de projet, «les enfants d'aujourd'hui sont les consommateurs d'énergie de demain» «Ecotruck», un camion éducatif sur l'importance de l'énergie solaire est ainsi sponsorisé par Shaams comme outil alternatif de sensibilisation.

Dues in Iraq: When will the private sector be reimbursed?

More than one billion dollars are still to be honored by Iraq to Lebanese businessmen. These losses were incurred during the last three decades, from the Iran-Iraq War up to the second Gulf War.

The presence of businessmen, traders but also Lebanese teachers in Iraq goes back, in modern times, at least to the early twentieth century. Their involvement has certainly evolved with political evolutions, revolutions and wars that shook the country and the region over the last century. But these strong ties face for almost thirty years now a major concern: the non-payment of dues by the State to many Lebanese companies. Under Saddam Hussein, these businesses used to deal directly with the government or affiliated public entities. «It was not until 1982, with the beginning of the Iran-Iraq War, that private companies were allowed, only under license, to import certain types of products (...),» recalls Abdel Woudoud Nsouli, the Chairman of the Lebanese-Iraqi Businessmen Council, founded in 2005.

This opening to the private sector marked a new stage in economic ties with Iraq, but not without concerns. The war waged against Iran has drained the Iraqi Treasury and the two major public banks, Al-Rasheed and Al-Rafidain. Financial worries of the Iraqi government began in early 1986; unable to honor its commitments to private agents, it decided to reschedule them over a period of five years, with a payment every six months. Yet, only four payments took place, the process having been stopped with the beginning of the Gulf War in 1990, tells Abdel Woudoud Nsouli.

This delay was compounded by speculation about further devaluation of the dinar. In 1985, a dollar worth a third of a dinar against 3000 dinars five years later after the military operation started. «One of the Lebanese businessmen saw his assets, estimated at that time at one million dollars, frozen because of international sanctions. Today, they propose to repay him 350 dollars!» says the Chairman of the Council.

1990-2003: RECOVERY HALTED BY A NEW WAR

With the onset of the embargo following the first Gulf War, the Iraqi private sector is further weakened. Nevertheless, the Lebanese companies were not discouraged and continued investing in public projects and trade of goods and services authorized by the UN. «During this period, the volume of business has even increased (...) and the Iraqi State was in need of external partners to loosen the pressure,» explains Abdel Woudoud Nsouli. But the second Gulf War that started in 2003 undermined this new progress. «Companies that have invested on the eve of war have been seriously hit (...) Others were negatively affected by the non-payment of deferred amounts for projects executed at the beginning of the 2000's and the degradation of the investment and working climate», he adds.

This status-quo was more or less maintained during the following seven years, before the region and Iraq were hit by a new wave of political and security disturbances related to the "Arab Spring" and the rise of Islamist groups, including the Islamic State in Iraq and Syria. With the fall of Mosul in June 2014, followed by the resignation of former Prime Minister Nour al-Maliki, the interests of Lebanese businessmen in Iraq and the reimbursement of old dues were again threatened and delayed - although some companies have already established or have relocated their activities in Iraqi Kurdistan.

MORE THAN US\$ 1 BILLION OF DIRECT LOSSES

On a quantitative basis, the cumulative losses since the mid-1980s are estimated at more than one billion dollars. According to figures compiled in 2004 by the Research Center of the Lebanese Chamber of Commerce, the contracts signed between 1997 and August 2002 amounted alone to US\$1.25 billion. These contracts did not only include the Iraqi State, but also projects initiated with the private sector and semi-governmental institutions, as well as contracts made in the framework of regional and international conventions in favor of Iraq, among which the "Oil-for-Food Program". Most of these projects were executed, but the Iraqi government has often argued it doesn't have exact figures about non-public dues.



Members of the Lebanese Iraqi Businessmen council meeting with PM Tamam Salam, and members of the CCIA-BML, headed by Mohamed Choucair

It is worth noting that these amounts, which add up to all the contracts signed between the early 1980s and 1997 and those after 2002, do not take into account neither the loss of accrued interest on these amounts, nor the interests paid on money borrowed by some businessmen to banks in order to complete their projects in Iraq.

MISSED SOLUTIONS?

In this context, the Lebanese Federation of Chambers of Commerce as well as the Lebanese-Iraqi Council have been trying for more than ten years now to recover the violated rights of businessmen. «In 2003, during the second Gulf War, we asked the Central Bank of Lebanon (BDL) to freeze Iraqi assets in Lebanon and pay those affected through the frozen amounts. But this proposal was rejected by the Lebanese government and the banking sector for various reasons (...) This is, though, what happened in Jordan and Syria,» says Abdel Woudoud Nsouli.

The Paris Club opened up new horizons. Organized in November 2004, at the time of interim Prime Minister Iyad Alawi, this international donors' conference resulted in the cancellation of 80% of the external debt of Iraq. «We were hoping to benefit from preferential treatment,» says Nsouli. But that was not the case. The Iraqi government asked the international auditor Ernst & Young to prepare an inventory of the remaining debt to be honored, «paying in return, 9.75% of the total external debt to the company. This reduced the share of the refundable debt to 10.25%, instead of 20% (...) and of this smaller part, we did not get anything,» he says, insisting that Lebanese businessmen have to recover 100% of their dues.

In 2013, the issue was brought again to the forefront: An Iraqi ministerial committee from the ministry of finance visited Beirut to check all relevant due invoices, and promised to find a proper solution to the problem. But the efforts have once again led to no result. Some time later, it informed the Lebanese stakeholders that no exception can be made to the resolutions taken at the Paris Club.

The last episode of this long saga dates back to January 2015; a letter concerning the dues was sent by the office of the Iraqi Vice-President, Iyad Allawi, to the finance ministers of both countries, asking to look thoroughly into the Lebanese case – after the Kuwaiti, Egyptian, Syrian and Jordanian governments were able to solve a similar issue. In parallel, a high ministerial committee was formed by Beirut and Baghdad to lift all outstanding issues between the two countries, among which old debts. Some progress was made throughout these meetings, according to internal sources, but no outcome has yet been reached, despite a new round last August. The Lebanese subcommittee in charge of the arrears issue was supported by the presence and the legal advice of the General Director of the Ministry of Justice, the Judge Mayssam Al Noueiry, who found, after studying the case, a clause in the Paris Club agreements which evokes the notion of exception and allows, in some cases, for the payment of 100% of the due amounts. This strong argument was exploited during the negotiations between the two parties since the last meetings. But the Iraqi counterpart still resists to this argument. This is why «the Lebanese State should do more to help us recover our rights. Without real support, it might take more time to reach an agreement», insists the Chairman of the Lebanese-Iraqi Businessmen Council.

“
THE CONTRACTS SIGNED
BETWEEN 1997 AND
AUGUST 2002 AMOUNTED
TO US\$1.25 BILLION
”

Chamber of Tripoli and North Lebanon delegation to Russia*

Toufic Dabboussi, Chairman of the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Tripoli and North Lebanon, with a delegation from various economic sectors, met senior officials in the public and private sectors in the Russian Federation during the period 4-10 September 2015.

Unprecedented talks were conducted with senior officials in ministries, public departments and Chambers of Commerce in various Russian Republics, along with the signing of a number of «Memorandums of Understanding» aiming at strengthening Lebanese Russian economic relations, opening doors for Lebanese agricultural and food products exports to access the Russian markets, and providing facilities by the Russian authorities through reduced customs duties.

This visit would favor a two-way trade relations development; its impact already positively sensed through relations established with the Russian-Arab Business Council, prompting the Council's Director General Mr. Vladislav Lutsenko, to address admiration and appreciation to President Dabboussi for organizing this visit that gave, with no doubt, a new impetus to bilateral cooperation in all fields, according to Russian officials.

Communications conducted with the Head of the Customs Administration of the Russian Federation resulted in positive cooperation at all levels, particularly with Russian Customs with regard to facilities and reductions relating to customs duties, a step that was negotiated in order for Lebanese exports of vegetables and fruits would benefit of these expected facilities.

According to the visit program, another meeting was held in the Chamber of Commerce in Moscow where President Dabboussi met the President of the Department of International Relations for Cooperation, Mr. Vladimir Badilacu, in the presence of businessmen and women. Both parties agreed to initiate joint actions in order to develop and facilitate business traffic between the two countries.

Moreover, the President has undertaken similar talks with senior officials in the Chamber of Commerce and Industry of the Rostov region in the Russian Republic of Abkhazia, where the best formulas that lead to the activation and development of Lebanese Russian trade were discussed; and talks resulted in cooperation agreements in various economic fields.

President Dabboussi also met Deputy Governor of St. Petersburg, Mr. Sergi.n. Mofshan in the presence of Mr. Arby Abu Bacarov, Advisor to the President of Foreign Relations Committee. Talks focused on developing better partnerships between the Russian and Lebanese sides through enhancing trade relations, and most importantly through providing facilities for Lebanese agricultural and food products access to Saint-Petersburg huge market.

The participation of the Chairman of Entrepreneurs and the Development of the Consumer Market, Mr. Algheiz kshaev, in this meeting resulted in more understandings and agreements on bilateral cooperation where the Lebanese side would profit from exceptional facilities as a positive outcome of these talks.

Talks with Ms. Ekaterina Lepiedava, Deputy Chairman of the Chamber of Commerce and Industry of St. Petersburg was a «basic substance» to



extend economic and trade relations with the private sector to include businessmen and institutions, in addition to cooperation agreements as a shared vision of both Chambers for strengthening ties and links. In this regard, facilities, incentives and attractions for businessmen, exporters and investors would be made available as well as the launch of broader economic and trade relations between Lebanon and St. Petersburg in particular, and Lebanon and the Russian Federation, in general.

President Daboussi also held talks with Mr Nikolai Titov, First Deputy Minister of Agriculture of the Republic of Tatarestan and other talks with Mr Vladimir Zojkov, Vice Chairman of the Chamber of Commerce and Industry of the Republic of Tatarestan, where he signed «Memorandums of Understanding» to open markets in the Republic of Tatarestan to Lebanese crops and food products; in this respect CCIAT would play an active role in strengthening and developing economic relations between Lebanon and the Republic of Tatarestan at the levels of public and private sectors or with the Chambers of Commerce.

Similar complementary talks at the Chamber of Commerce and Industry

of Rostov in the Russian Federation were held and were concluded by the signing of «Memorandums of Understanding» towards strengthening ties between the Chambers of both countries in parallel with an extended economic meeting attended by Deputy Minister of Economic Development, Vladislav Jessen, a representative of the Russian Foreign Affairs, Aroslav Kocharov, Head of Consumer Markets in the Rostov province, Olga Storoswa, Chairman of the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Rostov, Nikolay Oznyuk, and the Director of the Russian-Arab Business Council, Vladislav Lutsenko; the extended meeting focused on all possible facilities for Lebanese products to access their markets.

The Lebanese Ambassador to the Russian Federation, Shawki Bou Nassar, held a banquet at the end of these discussions in honor of CCIAT Chairman Toufic Dabboussi and the accompanying delegation, acknowledging his vibrant and sophisticated negotiation efforts to bring Lebanese Russian relations closer in various aspects and at the highest levels.



WORKING TOWARD THE COMMON INTEREST

FCCIAL's aim is to build an increasingly dynamic and globally competitive Lebanese economy and to promote the common interest of the four regional Chambers vis-à-vis the Lebanese Government and other national and international institutions by being:

- The main economic lobbying group in Lebanon
- A versatile service provider
- The Key interlocutor with external parties on economic issues, specifically those connected to commerce, industry and agriculture



The Voice of Reason and Trust in Beirut

Under the heading «Saving the Heart of Beirut», business leaders launched on Thursday 17 of September, 2015, an alarming call regarding the unfolding developments of anti-government protests in Beirut Downtown during a press conference held by the Chamber of Beirut and Mount Lebanon and the Beirut Traders' Association. Mohammad Choucair, President of the Beirut Chamber addressed an enlarged public at this economic gathering and called the protestors to stay aware so as not to further exacerbate the economic woes of this once-thriving business center.

«The least we can say about the state of affairs of a country that is torn between differences, disputes and endless conflicts, is that we are doomed to bear all this hardship, fatigue and suffering», Choucair said asking «whether there are particular political interests pushing for all this disruption, and leading to the decline of the State to the rock bottom».

«It is no secret that this entire decline in the State affairs at all levels, especially the economic, social and living conditions, is the result of politicians' work. The business community and economic bodies did not remain silent, nor did they surrender; rather they refuted what has been going on and warned of what is to come. They did raise the voice over and over again.»

«We saw a good omen in the popular movement to put pressure on politicians in order to break the vicious circle that we are caught up with. And the demonstration of August 29th was perhaps a glimmer of hope for each Lebanese aspiring to see a snowball rolling toward a logical and positive change in the country. This is what pushed us, at first glance, to surpass even in our thinking, what had happened when some infiltrators wreaked havoc and sabotage and hatred in the Beirut city center», he said. «While we support a civil enlightened movement that protects State and private properties, and the livelihoods of the people, we deny a movement discarding the interests of the country and the people, and threatening the remainder of our economic immune system. We do support a liberal popular movement that is open to dialogue and accepts objective and scientific solutions in order to progress on the path of positive real change and responding to the logic of the State and the needs of the people. We denounce a movement that makes objections just for the sake of objecting». «Beirut downtown, this economic and urban high-end district that once was the spotlight and admiration of the world, is now agonizing...For God's sake, what happened to the heart of the capital?».

«Facts show hundreds of closed commercial establishments and non-commercial businesses, and hundreds more struggling for survival, in addition to thousands of laid off employees from their jobs because of lack of businesses and estrangement of Lebanese residents or expatriates, as well as tourists if any, from this district as a result of stringent security measures, closure of entire streets and frequent roads cut, and many multi-faceted popular movements.»

«Today, the situation is catastrophic... and what is happening raises a lot of question marks. The city center has become a core target with endless protest movements spilling property and livelihoods, cutting throats, surpassing all norms and logic and the higher interest, and smashing the beautiful image of the heart of the capital we have once known as an urban, national, cultural, productive, innovative and competitive space of excellence».

«We reject categorically the takeover of Beirut downtown and the attempts to vandalize it by making it open for whoever wanting to show his muscles, or to vent his rage, or to revive outdated projects or for private schemes without considering the people of Beirut city center and all its employees.»

«What is happening shows that there are systematic plan to shut down what is left of the institutions there and distort this beautiful picture of Beirut downtown that is cherished by all the Lebanese people, and bring the curtain down on its unprecedented success as a prelude to hit the Lebanese dreams in the bud.»

«We will not be tolerant of what is happening, we do not accept that the heart of Beirut, custodial of various groups and sects, would be broken... We are ready to pay dearly for securing the city center and any economic zone in Lebanon and to protect our national economy.»

«It is a call of the last breath... an appeal of the economic bodies, along with all those concerned with the capital business, and every national honest person, to legitimate State institutions and its security bodies. And in particular, an appeal to the deputies of Beirut, custodians of the capital and its city center, its interests, workers and employees, to take swift actions to push the government and parliament to implement the rightful reforms and stop the horrible deteriorating situation.»

The Lebanese Training Center (LTC)

at the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut & Mount Lebanon is pleased to announce the upcoming following Trainings:

SUCCESS WITH NEGOTIATIONS IN ENGLISH



Trainer: Mrs. Ingrid khourchid

Date: 19, 21 & 23 October 2015

Time: 5:00 PM to 8:00 PM

Level of English: Upper-intermediate and above

Outline & Target: This workshop helps to improve your negotiating skills by focusing on the language and strategies you need to conduct negotiations effectively and professionally In English through discussions, group work, role-plays and hands-on practice.

You can expect to state your negotiating objectives explicitly, respond positively and/or negatively to proposals, paraphrase and summarize main points, give assurances and clarify what you say & concede to deal with deadlock to reach agreement.

This workshop is addressed to both new and experienced managers and other staff members who are/will be involved in negotiations.

For more information/registration:

Call Center 1314 Ext 15 or email: ltc@ccib.org.lb

Free parking access

www.ccib.org.lb



**Need to learn all about FOOD SAFETY?
ATTEND OUR TRAINING**

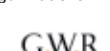
The Lebanese Food Safety Training Center provides training courses on food safety in collaboration with Boecker and GWR Consulting. If you are working in kitchen of restaurants & hotels, food sections in supermarkets, or food industries, this training is certainly for you.

To register, please fill out the application form available on the Chamber website: www.ccib.org.lb

For further information, call 01-353390; Hotline 1314 Ext 115



Training Organizations



In collaboration with



Sponsored by



THREE YEARS OF INNOVATION

IN REVIEW



In 2012, the Chamber of Commerce Industry and Agriculture in Saida and South Lebanon (CCIAS) took a thorough and multifaceted approach toward operating across all the South in order to enhance the business environment fostering its partnership with the South Business Innovation Center (SouthBIC) and leveraging on the financial support of the European Union. In this endeavor, SouthBIC has worked closely with CCIAS, it has reengineered its activities toward focusing more on business innovation and entrepreneurship development, it has improved its facility infrastructure to better serve hosted enterprises and has expanded also its outreach in South Lebanon.

Today, SouthBIC is helping a number of southern entrepreneurs and existing enterprises to embark on the next phase of business growth and assisted them in achieving their ambitions.

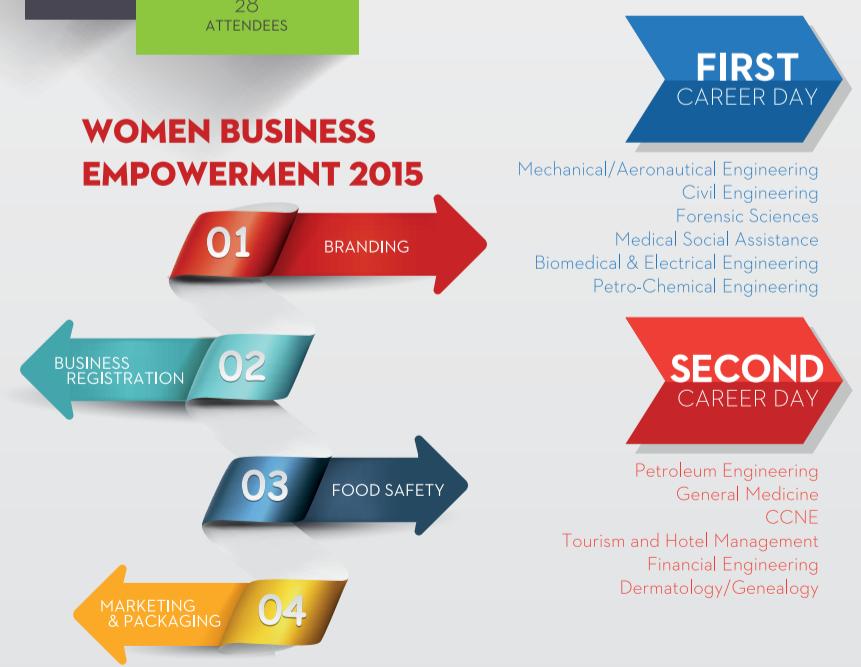
INITIATIVES & INTERVENTIONS



TRAININGS & WORKSHOPS



CCIAS CAREER ORIENTATION FORUM



Support of Rural Women Cooperatives in South Lebanon

Competition will always make people stronger!

On the 14th of September, and within the framework of encouraging the revitalization of Women Cooperatives, especially in the agro-food sector, the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture in Sidon and South Lebanon (CCIAS) launched the project of «Supporting Rural Women's Agro-food Cooperatives in South Lebanon». This project, implemented by the Agriculture Department at the Chamber, is funded by the government of Finland through the Drylands Development Center (DDC) within the framework of United Nations Development Program, UNDP.



With the aim of strengthening the capabilities of competing cooperatives in the field of production and marketing, the competition between these cooperatives will be through the provision of business plans and projects. Thus, this competition will contribute to the organization of the work of participating cooperatives and to the development of their investment projects in order to achieve sustainable economic development opportunities, and to create new marketing channels for their products.

On the launching ceremony, Mr. Mohamad Saleh, President of CCIAS, assured that «supporting working rural women has become an urgent necessity, because our economy is based on small and medium enterprises, especially in the fields of crafts and agro-industries that provide work for a significant percentage of rural women». «A Lebanese woman is a creative entrepreneur if she is given the possibility. She has proven to have high capabilities in the investment of small loans and credibility in fulfilling her obligations to lending institutions,» he added.

«This initiative reassures the importance we give to rural women, empowering them not only out of moral obligation but also as an economic necessity, focusing on their role in change and development, and supporting this role on the economic and social level.» said Dr. Ragheed Assi, Social & Local Development Program Manager of UNDP, in his speech at the launching.

All existing agricultural cooperatives in the South and Nabatiyeh can participate in this initiative as long as the proportion of women members is not less than 75%.

After the initial evaluation phase, 12 cooperatives will be selected to compete. Based on the proposals submitted, a specialized jury will select 4 winning cooperatives plans by adopting clear criteria, especially in terms of working team, capacity building, innovation and the development of products and services, the diversity of developed products, food safety, marketing, initiatives for sustainable agriculture, and natural resource management.

The winning cooperatives will be supported not in cash but through the purchase of equipment or supply of services worth 10,000 USD for the first two and the second places and 5,000 USD for the third and fourth places.

On the other hand, it is imperative that the collaborative contribution of the cooperative is at least 25% of the value of the proposed project of which 15% should be in cash, while the rest be an in-kind contribution.

For its part, the Chamber in Sidon and South Lebanon will provide technical support for the capacity building of cooperatives and for the procurement of equipment, supplies and material according to transparent international standards.



Codex Alimentarius

Mariam Eid
National Codex
Committee Secretary

Fully aware of the need to comply with international food standards and regulations so as to enable national products better access international markets, to promote fair competition between national and imported products, and to protect the safety and health of consumers, the government of Lebanon has set up a Codex Alimentarius specific to the country and established by Decree No.17182 on 14 June 2006, the National Codex Committee (NCC) with membership from all relevant ministries and institutions, universities, consumer organizations and others.



On the other hand, in light of the increasing importance of the work of the Codex Alimentarius Commission, it was imperative that Lebanon strengthens the National Codex Committee and National Codex Contact Point (NCCP) to ensure that the country participates effectively in the establishment of the international standards recognized by the World Trade Organization (WTO) to ensure the conformity of national standards with those of Codex Alimentarius.



Being a new and young entity, the NCC needed support to develop its capacity to fulfill its functions. In this regard, the government of Lebanon has requested technical support of the Food and Agriculture Organization (FAO) in organizing and developing

the NCC and the work of the NCCP. Therefore, a 2-year technical cooperation program (TCP) project was signed between the Ministry of Agriculture (MoA) and FAO aiming to establish an effective mechanism of coordination linking all relevant parties (government agencies, industry, and consumers) which would also result in more effective participation in international food standards decision making.

The project aimed at developing the capacity of Lebanon to participate more effectively in the works of the Codex Alimentarius, and raising awareness and capacity building about Codex among the different levels of national stakeholders.

For this purpose, a set of workshops are being organized in all Lebanese regions to raise awareness among concerning stockholders of Codex Alimentarius and National Codex Structure. Recently, both NCC and the Federation of Chambers of Commerce, Industry and Agriculture In Lebanon have joined hands and organized two seminars in Bekaa, including Baalbeck/ Hermel, and in the South, including Nabatieh, on the 5th and 8th of September respectively.

The Director General of Agriculture and Head of NCC, Louis Lahoud, the Director General of Libnor/NCCP, Lena Dergham, The FAO representative Dr. Maurice Saade, President of the Chamber of Zahle-CCIAZ Edmond Jeraissati and the President of the Chamber of Saida-CCIAS Mohamad Saleh, have participated in the opening of the seminars along with 50 participants from different related areas, and with active participation of the Syndicate of Food Industrialists, President Mounir Bsat.

In the upcoming weeks, similar seminars will be also organized in Akkar, Beirut and Mount Lebanon.

This is the start, the NCC, in coordination with NCCP, plan to conduct the awareness program on a yearly basis.



ZAHLE, Industrial Day



Dr. Fadi Gemayel, President of the Association of Lebanese Industrialists (ALI) visited some factories and industrialists in Zahle, in order to assess their situation, support and encourage them to survive through this difficult period facing the sector as a result of internal and external challenges, especially after the closure of the land borders, which resulted in a decline of industrial exports.



Dr.Gemayel was accompanied by ALI Vice-President, the Secretary-General, members of the Board of Directors, the General Manager and the Secretary. He was greeted by the President of the Industrialists Association of the Bekaa, Mr. Antoine Saliba.

The visit included the following factories: Pickles, Junet for juice, Ethel chocolate, Jdita dairy and Gardenia Grain d'or. Then Dr. Gemayel and the accompanying delegation visited the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Zahle and the Bekaa-CCIAZ, where he had an extended meeting with industrialists of Zahle and the Bekaa, headed by the President of the Chamber of Zahle, Mr. Edmond Jreissati.

Gemayel said during the meeting: «We are proud of Lebanese industry quality, and we value the efforts made by industrialists in order to continue in this sector despite the absence of any governmental support». He also asked industrialists not to give in to despair and to continue to struggle, pinpointing that the industrial sector collapsed in all the neighboring countries.

Gemayel launched the ALI plan, describing it as an «integrated rescue vision» within the social-economic system designed to enable the Lebanese economy as a whole to progress, grow and prosper.

«Mimosa» set up a luncheon at the end of the visit in honor of Dr. Gemayel, and was attended by the President of the Chamber of Zahle, the President of the municipality of Kaa el rim and industrialists.

Support of Rural Women Cooperatives in the Bekaa

In the framework of revitalizing women's work, especially in the agricultural sector, the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Zahle and Bekaa, in cooperation with the Local Economic Development Agency in the Bekaa - LEDA, launched the project entitled «Support of rural women cooperatives in the Bekaa». The project aims at strengthening the capacity of these cooperatives in the field of production and marketing to achieve sustainable economic development, create opportunities, and new marketing channel . This project is funded by the Finnish government through the Drylands Development Center (DDC) within the United Nations Development Programme UNDP.



Four cooperatives will be selected by a specialized jury to help them implement their plans through the purchase of equipment or supply of services worth 10,000 USD. This will give them the opportunity to participate in specialized exhibitions in order to market their products.

In his welcome speech, Youssef Geha, President of Chamber of Zahle & Bekaa stressed the importance of strengthening the role of women and their economic empowerment. He also confirmed that the Chamber will always be in the forefront to bring support to any initiative contributing to the development of the agricultural sector in the Bekaa Valley. Ms. Mira Ghaddar spoke on behalf of the United Nations Development Programme outlining the program's strategy in promoting sustainable economic development and for bringing support to local communities. She thanked the Finnish government and the DDC for funding this project, and the Chamber of Zahle for its permanent cooperation.

Engineer Said Gedeon, Deputy General Manager of the Chamber, explained the details of the project and its objectives and how to benefit from the various opportunities of the project.

This ceremony was followed up by two other meetings in order to promote the project: one at the Chamber office in Baalbek, and the other at the Federation of municipalities in Rashaya.

Made in Bekaa

Under the auspices of the Minister of Industry Dr. Hussein Hajj Hassan, the Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Zahle and the Bekaa inaugurated the exhibition «Made in the Bekaa» at Park Joseph Tohme Skaff. The exhibition was attended by a number of ambassadors, commercial counselors, representatives of religious and security institutions, Chairman and members of the municipality of Zahle, Chairman and members of the Board of Directors of the Chamber of Commerce, businessmen and owners of companies and factories in addition to a large number of invitees.



President of Zahle municipality, Engineer Joseph Diab Maalouf, made a speech on this occasion in which he stressed on the importance of the exhibition in terms of informing the citizens and consumers about the quality of the Bekaa industries.

In his welcoming speech, Vice-President of the Chamber of Zahle, Mr. Mounir, tackled the bad service situation suffered by the Lebanese, especially after the recent garbage problem, referring to the distinction of Zahle city from the rest of the Lebanese regions where public services such as electricity, water and waste collection are the best in Lebanon. He considered that the industry in Lebanon, in general and in the Bekaa in particular, is experiencing significant challenges, including unfair competition from unauthorized factories employing foreign workers with salaries less than 50% of the minimum wage, not complying with the specifications of the Lebanese standards of production and not registered at the Chambers of Commerce, placing the responsibility on the unorganized displacement of Syrians to Lebanon.

Teeny also explained the objectives of the exhibition as follows:

- First: It contributes to the marketing of the Bekaa production in Lebanon and abroad by communicating with ambassadors, but also benefiting from the presence of Lebanese expatriates.
- Second: Ensures networking between Bekaa industrialists and create a climate of cooperation.
- Third: Two participating companies in the exhibition will be elected to participate in an international exhibition, while the Chamber of commerce will cover the costs.
- Fourth: Honoring the first industrial exporter based on the certificates of origin issued by the Chamber for the year 2014, Daher International Food was ranked first. Mr. Abdallah Daher, Chairman of the Board of Directors of the company received a trophy from the President of the Chamber Mr. Edmond Jreissati and Minister Hajj Hassan.

Teeny confirmed that this exhibition will become an annual event, and thanked the sponsors, exhibitors and the Chamber team represented by the head of the Public Relations Department Ms. Maria Diab Maalouf Rizkallah. He also thanked the municipality for providing the municipal park for the occasion.

In conclusion, His Excellency Minister Dr. Hussein Hajj Hassan considered that the main problem of the Lebanese industry is in the high cost of energy, which is the highest in the world, and added that the alternative to this cost is the support and protection that must be provided by the State. He also declared that the ministry would seek to the arrest of unlicensed factories whoever the owner is, whether Lebanese or other.

The audience then toured through the exhibition and was impressed by the products and the organization.

UNIDO Program for Young Entrepreneurs

Recognizing the critical need to accelerate economic growth and the important role of the private sector in this process, developing countries have initiated a number of political and economic reforms to stimulate the private sector and encourage domestic and foreign investments in the productive sectors of the economy. There is growing recognition that poverty alleviation must be the core of any development strategy and that productive employment provides the only durable solution to the improvement of the living conditions, self-reliance and attainment of self-sustainable growth.



The development of Micro, Small and Medium Enterprises (MSMEs) has been recognized the world over as an effective mechanism to facilitate economic development. For, it is the SME sector, which has the highest capital – employment ratio and which provides opportunities for the youth and unemployed people to exhibit their entrepreneurial potential, by being job creators rather than job seekers. This assumes paramount importance in a situation where the unemployment levels are rising. It entails a coherent approach to new enterprise creation: it requires entrepreneurs who perceive opportunities, organize resources to set-up and successfully run enterprises. It also requires effective investment promotion, support to entrepreneurs (technology tie ups, partnership, promotion, financing, etc.) so that the process of enterprise development is facilitated.

Thus, combining entrepreneurship development, investment and technology promotion, support and financing to facilitate new enterprise creation and growth could make significant contribution to MSMEs development. In this regard, EDIP is a package approach aimed at developing the capacities of potential entrepreneurs in order to boost their capabilities and assist them in developing their own private businesses. The process builds entrepreneurial capabilities in addition to enterprise planning, implementation and management.

Hence, entrepreneurs and MSMEs approach EDIP program for two reasons:

- Enterprise Creation: a potential entrepreneur who has a business idea and would like to convert it into an enterprise
- Enterprise Development & Growth: existing MSME, an entrepreneur who already has an existing business and is either facing problems in his business or wishes to expand the existing operation regardless whether to introduce a new product or expand the current production in the same country or in another country

EDIP IN LEBANON

EDIP facilitates and provides services to entrepreneurs at the various stages of the project development lifecycle, from inception of the idea, to the growth and expansion.

EDIP for Lebanon was officially launched on May 26th, 2010 in four localities in Lebanon, namely Saida & South, Beirut & Mount Lebanon, Zahle & Bekaa and Tripoli & North, and in cooperation with the Federation of Chambers of Commerce & Industry & Agriculture in Lebanon (FCCIAL) and through the funding of the Italian government.

MAJOR ACHIEVEMENTS SINCE MAY 2010 TO DATE

EDIP has managed to establish close ties and linkages with various support institutions: Nine capacity building programs were conducted where 235 experts and staff of various support institutions have been acquainted with the EDIP modality. Stakeholders and support institutions have been developed on the level of enterprise creation and enterprise growth steps.

Since the inception of EDIP in Lebanon, 103 programs have been conducted in the various regions, and 1804 potential and existing entrepreneurs have been supported through the various stages of the program with an estimated total investment of US\$110.2 million and leading to the creation of 2147 new jobs.



• Enterprise Creation:

EDIP programs in total have been conducted in the four localities whereby potential Lebanese entrepreneurs have been supported and assisted in developing their own enterprises through the five stages of the EDIP; thus constituting 68% of the total EDIP beneficiaries.



• Enterprise Growth:

Although the enterprise growth activities have been launched early 2012, existing entrepreneurs have benefited from these services which included technology upgrading, quality improvement, know-how, market access through franchising and joint venture development.

GRADUATION CEREMONY

On the 17th of August 2015, at the headquarters of the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut and Mount Lebanon (CCIA-BML), Enterprise Development & Investment Promotion Program in Lebanon has conducted a graduation ceremony in collaboration with the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO), the Arab International Center for Entrepreneurship & Investment, and the Federation of Chambers of Commerce & Industry & Agriculture in Lebanon (FCCIAL). The graduates are potential entrepreneurs and existing entrepreneurs that have micro, small or medium enterprises. They came from all Lebanon seeking soft skills and hard skills support through trainings and counselling to start their own businesses or to develop and grow their existing ones. 300 graduates are getting their certificates within 2 ceremonies: the first on 17th of August 2015 and the second in October 2015.

The ceremony was attended by Edmond Jeraissati, Vice-President of FCCIAL - President of Zahle and Bekaa Chamber, Ibrahim Foz, Vice-President of Tripoli and North Lebanon Chamber, Rabih Sabra the Director General of CCIA-BML, H.E. Christiano Pasini the UNIDO Resident Coordinator for Lebanon, Syria and Jordan, and Dr. Hashim Hussein, Head of ITPO Office UNIDO Bahrain.

In his speech, Jeraissati acclaimed the graduate entrepreneurs coming from various Lebanese regions among micro, small and medium enterprises where MSMEs represent 90% of the Lebanese Economy.

Pasini addressed the audience praising the role of entrepreneurs in Lebanon: «Entrepreneurs are playing a key role in the society and are contributing to the economic growth and create more job opportunities,» he said.

Hussein pointed out that the program aims to attract emerging small businesses in all sectors, and works on training their owners to develop action plans for their projects, while linking technology and helping them to be qualified for funding. For existing projects, the program helps them grow and opens marketing channels abroad, especially in the Gulf countries.

The success of EDIP Lebanon with the Federation of Lebanese Chambers led us replicate the experience to the Arab states, namely, with the General Union of Chambers for the Arab Countries (GUCCIAAC).

Do you want to start your own Business? or grow your existing one?

Call us on 0096170219216.

Nesrine El Kasty Salhab

Business Counselor For EDIP program at UNIDO ARCEIT MENA

Director of the Innovation & Entrepreneurship Center at GUCCIAAC

Adnan Kassar Edifice for Arab Economy, Jnah, Beirut, Lebanon

Balanced Trade between Lebanon and Jordan

Mounir Bissat¹

In an endeavor to boost the Lebanese economy and enhance economic relations with the neighboring partners, P.M. Tammam Salam presided a ministerial delegation that included ministers: Ramzi Greige, Michel Pharaon, Akram Chehayeb, Rashid Derbas, Abdel Motaleb al-Hennawi, Alain Hakim and Nabil de Freige. The delegation participated in the 7th session of the Lebanese-Jordanian Joint Committee that was held in Amman 8-12 August, 2015.

Technical committees of both parties had extensive meetings under the hospices of the Jordanian Ministry of Economy and Trade, in preparation for the final meeting agenda of the prime ministers. The Lebanese delegation was led by Mrs. Alia Abbas, Director General of the Lebanese Ministry of Economy & Trade, with the participation of delegates from various ministries, along with the active participation of the Lebanese private sector that was represented by the Federation of Lebanese Chambers and the Association of Lebanese Industrialists.

The final agreement included cooperation dealings in the fields of economic cooperation and investment, industrial cooperation, transportation, food and drugs, energy and electricity, housing policies, public works, tourism, health and social affairs, education, justice, and sports. Five MoU's were signed between Lebanese and Jordanian ministries in the above mentioned fields.

Among important issues of the Lebanese Agenda thoroughly pursued by the MoET-DG Ms. Abbas was the accession of Lebanon to AGADIR Agreement. This latter being vital for Lebanon as it constitutes the gate of Lebanese exports to North African countries, namely Morocco and Tunisia. And the Jordanian government that is hosting the Executive Secretariat of this Agreement, has committed to bring its support to the Lebanon's application to become a full member of the AGADIR Trade Agreement,

**DG ALIA ABBAS
ADVOCATED THE
ACCESSION OF LEBANON
TO AGADIR.**

Economically, Jordan ranked 7th among destinations of Lebanese exports in 2014, receiving around 3.9% of Lebanon's exports. However on the imports side, Jordan was not among the top 25 exporting countries to Lebanon. Only 0.7% of Lebanese imports arrive from Jordan.

The value of Lebanese exports to Jordan drastically increased by more than five times from 23.9 million USD in 1993 to 129.8 million USD in 2014. Moreover, imports from Jordan rose by around 7 times from 21.4 million USD in 1993 to 145.4 million USD in 2014. In 2012, the exports to Jordan recorded a peak value of 142.2 million USD, whilst imports recorded a high 361.8 million USD in 2011.

Lebanese exports to Jordan are characterized by their variety. For instance, five different chapters formed around 42% of total exports to Jordan in 2014. On the other hand, imports from Jordan are non-various, as only two chapters (pharmaceutical products and aluminum) formed 52% of total imports from Jordan.

Agricultural products formed 23.1% of exports to Jordan and were constituted of: Potatoes (33%), Banana (16%), Garlic and Thyme (13%). These products only formed around 7.3% of imports from Jordan and included: Avocado and Guava (27%), Watermelon and Melon (19%), and Tomatoes (18%).

Bilateral relations between Lebanon and Jordan have always been very active. This was represented by the numerous agreements established between both countries including the agreement to facilitate the flow of people and goods in 1996, the agreement on maritime transport in 1998, accord on the protection of exchanged investments in 2002, etc.

HS Code	MAIN LEBANESE EXPORTS TO JORDAN IN 2014	Thousand \$	Tons Net	Share of Exports
33	Essential oils and resinoids; perfumery, cosmetics	17,379	1,769	13%
7	Edible vegetables and certain roots and tubers.	11,350	60,954	9%
49	Printed books, newspapers, pictures...	10,336	3,208	8%
84	Nuclear reactors, boilers, machinery...	7,841	1,228	6%
48	Paper and paperboard; articles of paper pulp	7,533	7,155	6%
39	Plastics and articles thereof.	6,414	2,092	5%
8	Edible fruit and nuts; peel of citrus fruit	5,898	14,589	5%
71	Natural or cultured pearls; precious metals	5,848	0	5%
30	Pharmaceutical products.	5,551	414	4%
16	Preparations of meat, of fish or of crustaceans	3,767	1,319	3%
	Other	47,910	32,259	36%
TOTAL		129,827	124,987	100%

Source: Lebanese Customs – Prepared by the Chamber of Beirut & Mount Lebanon

¹ Secretary of Foreign Relations in the Board Association of Lebanese Industrialists (ALI) and President of The Syndicate of Lebanese Food Industries (SLFI); representing the private sector in the Joint Committee meeting.



HS Code	MAIN JORDANIAN EXPORTS TO LEBANON IN 2014	Thousand \$	Tons Net	Share of Imports
30	Pharmaceutical products.	45,395	442	31%
76	Aluminium and articles thereof.	30,118	3,905	21%
39	Plastics and articles thereof.	14,452	7,463	10%
16	Preparations of meat, of fish or of crustaceans	5,617	1,430	4%
48	Paper and paperboard; articles of paper pulp	4,043	1,513	3%
32	Tanning or dyeing extracts; tannins ...	4,038	3,074	3%
7	Edible vegetables and certain roots and tubers.	3,548	8,800	2%
8	Edible fruit and nuts; peel of citrus fruit	3,396	5,314	2%
19	Preparations of cereals, flour, starch or milk	3,383	2,002	2%
25	Salt; sulphur; earths and stone; lime and cement	2,911	31,783	2%
	Other	28,504	19984	20%
TOTAL		145,405	85,710	100%

TRADE EXCHANGE BETWEEN LEBANON & JORDAN (Million \$)				
	EXPORTS	%	IMPORTS	%
1993	23.9	5.3%	21.4	0.4%
1994	22.9	4.0%	28.2	0.5%
1995	29.5	3.6%	41.8	0.6%
1996	49.9	4.9%	35.6	0.5%
1997	24.8	3.9%	37.6	0.5%
1998	26.1	3.6%	37.2	0.5%
1999	27	4.0%	35.3	0.6%
2000	31.2	4.4%	40.6	0.7%
2001	30.7	3.5%	37.2	0.5%
2002	35.3	3.4%	44.1	0.7%
2003	48.4	3.2%	44.9	0.6%
2004	62.8	3.6%	55.9	0.6%
2005	75.2	4.0%	64.2	0.7%
2006	84.2	3.7%	67.1	0.7%
2007	99.4	3.5%	82.1	0.7%
2008	119.1	3.4%	108.5	0.7%
2009	105.4	3.0%	189.6	1.2%
2010	103.6	2.4%	227.5	1.3%
2011	127.1	3.0%	361.8	1.8%
2012	142.2	3.2%	269	1.3%
2013	141.8	3.6%	145.4	0.7%
2014	129.8	3.9%	145.4	0.7%
2015*	53.8	3.5%	64.9	0.7%

* First 6 months

Source: Lebanese Customs – Prepared by the Chamber of Beirut & Mount Lebanon

HIGHLIGHTS ON THE CHAMBERS' RECOMMENDATIONS

- Implementation of an agricultural calendar and supporting the export of banana, potato, onion, and citrus fruits
- Rapid completion of transactions at Port of Aqaba
- Avoiding the return of containers from Port of Aqaba due to incompliance of standards
- Resorting the rejected goods in Jordan due to the high costs of returning refrigerated containers and the low possibility of receiving the goods in fine conditions
- Accepting the laboratory tests carried out by the Lebanese Industrial Research Institute (IRI)



International support to Lebanon threatened by political paralysis

Bachir el-Khoury

Some 650 million dollars of aid pledged by the AFD and the World Bank are likely to evaporate due to the current political deadlock.

The cancellation in July of an aid by the Agence Française de Développement (AFD), for the first time in recent years, left with no doubt an echo in the economic circles, raising the issue of international aid to Lebanon and its future amid the ongoing political deadlock.

Lebanon might indeed lose several hundred million dollars by the end of the year if the government continues to meet sporadically or if no exceptional parliamentary meeting takes place by then. The last legislative session goes back to October 2014 for reasons related to internal divisions.

AFD: ALMOST €170 MILLION AT STAKE

The AFD's loan of €46.5 million has been canceled on July after Lebanon had failed to meet the deadline for its disbursement; set on June 30, the latter expired without the project being placed on the agenda of the Council of Ministers, despite repeated reminders and warnings of the French diplomacy.

The funding, which was allocated for the construction of public schools and the training of teachers was granted, for the first time, in 2012. The government, through the Council of Development and Reconstruction (CDR), had to develop, in a two-year period, an action plan before submitting it to the government for approval. While the plan was completed on time, it was not discussed or approved by the Cabinet during the months following its submission. The deadline has thus been postponed by AFD to give the new Cabinet, formed on February 2014, some additional time after ten months of governmental vacuum. But the Council of Ministers failed to review the project as a result of time constraint, lack of consensus or simply because of negligence, some argue.

This lost fund was part of a loan package granted between 2011 and 2013, with a total amount of €168.2 million; three other projects are still waiting for the government and parliament approval. The first, amounting to €30 million, aims to provide loans through Lebanese banks to SMEs

investing in renewable energy. The second (€21 million) is part of a modernization project pertaining to the National Conservatory of Arts and Crafts and the «École Normale» of Beirut. The third loan, worth €70 million, is dedicated to sewage treatment in the Keserwan district.

THE AFD FINANCING REACHED €3.5 MILLION IN 2014, FALLING BY 95% FROM €66.7 MILLION IN 2013. THIS IS ONE OF THE WORST ANNUAL REPORTS SINCE THE ESTABLISHMENT OF THE AGENCY IN LEBANON IN 1999

In addition to the risk for Lebanon of not receiving these amounts whose socioeconomic usefulness makes no doubt, especially in the current context –the political paralysis is also causing indirect losses; the deadlock seems, in fact, to have deterred AFD to sign new agreements, as evidenced by the figures released by the institution. In its latest report, the Agency indicated that its total funding in Lebanon reached €3.5 million in 2014, falling by 95% from €66.7 million pledged in 2013. This is probably one of the worst annual results since the establishment of AFD in Lebanon in 1999.

WORLD BANK: US\$ 485 MILLION PENDING A PARLIAMENTARY MEETING

Another major institution whose support for the country is threatened by the ongoing deterioration of the political situation is the World Bank, which agreed on July 20, at the request of the Ministry of Finance, to extend for several months the deadline for the ratification of three loans it had granted but could not be ratified by the parliament before the initial due date.

The first loan of US\$ 5.2 million is intended to finance a rationalization program of the budgetary procedure. The parliament now has until October 31 to ratify it. The second loan, amounting to US\$474 million – the largest awarded by the WB to Lebanon - aims



at financing the construction of the Bisri dam, the second largest in the country (125 million cubic meters) after Qaraoun's dam. MPs had until July 20 to vote in favor of the funding. The new date was set for December 31st.

A third loan of US\$6.4 million dollars is intended for the development of the mobile internet ecosystem also has to be ratified by the parliament in the upcoming months, after the initial deadline set for August 20 has been extended.

If not endorsed by these new deadlines, the three WB loans will be

canceled, according to internal sources.

The Bretton Woods institution and the AFD are not the only funders affected by this paralysis. Loans from other international donors may also undergo the same fate.

Their representatives, as well as some Lebanese officials, have been calling over the past months, without any outcome, to organize an extraordinary parliamentary session to ratify all the pledged loans coming to maturity, and hence avoid a potential loss of hundreds of millions of dollars.

AFD's involvement increased in the region

Unlike Lebanon where AFD's aid has drastically declined, the financial involvement of the Agency in the Middle East and the Mediterranean region increased last year, reaching €1.1 billion, up by 26% compared with the previous year. Egypt was the first beneficiary with €328.3 million, followed by Tunisia (€221.1 million) and Morocco (€172.4 million).

AFD in Lebanon: more than €1.1 billion since 1999

Over the past 16 years, AFD has signed more than thirty financing agreements with Lebanon for a total amount of more than €1.1 billion, including €875 million in the form of direct budgetary aid, pledged during the Paris II and Paris III conferences in 2002 and 2007. Of this amount, only €650 million have yet been disbursed, the remaining €225 million being subject to reforms in the telecom and electricity sectors that Lebanon still hasn't honored.

Other financial modest commitments cover several development areas; for example, nearly a million dollars has been allocated in 2013 for the establishment of two water treatment plants in Zouk Mikhael and Maameltein. The project, whose total cost amounts to US\$ 13 million, is co-financed by the European Investment Bank (EIB).

In parallel, another million dollars were released in 2014 to help the association Arc en Ciel develop three pilot projects, including a project in Taanayel to raise awareness about the sorting of household waste at the source, but also to put in place a small industry of sorting, recycling and composting. Finally, in the field of production of olive oil, AFD has allocated €500,000 last year, as part of the project «Daman 2» in south Lebanon, designed to equip and train 800 growers.

Trade between Lebanon and China

HS Code	MAIN LEBANESE EXPORTS TO CHINA IN 2014	Thousand \$	Tons Net	% Share of exports
74	Copper and articles thereof.	6,319	1,251	51%
76	Aluminium and articles thereof.	2,561	1,574	21%
39	Plastics and articles thereof.	1,845	2,999	15%
41	Raw hides and skins (other than furskins), leather	602	1,698	5%
25	Salt; sulphur; earths and stone; lime and cement	496	3,412	4%
22	Beverages, spirits and vinegar.	146	26	1%
70	Glass and glassware.	83	1	1%
71	Natural or cultured pearls; precious metals	78	2	1%
	Other	284	36	1%
	TOTAL	12,414	10,999	100%
HS Code	MAIN LEBANESE IMPORTS FROM CHINA IN 2014	Thousand \$	Tons Net	% Share of imports
72	Iron and steel.	519,312	962,909	21%
84	Nuclear reactors, boilers, machinery...	334,313	52,285	13%
85	Electrical machinery and equipment and parts	328,471	31,363	13%
94	Furniture; bedding, mattresses, mattress supports	97,357	23,833	4%
39	Plastics and articles thereof.	95,423	43,342	4%
62	Clothing accessories, not knitted or crocheted	91,002	3,376	4%
73	Articles of iron or steel.	77,992	48,506	3%
61	Clothing accessories, knitted or crocheted	71,820	3,050	3%
64	Footwear, gaiters and the like	65,918	7,156	3%
95	Toys, games and sports requisites...	61,637	13,013	2%
	Other	740,650	468,760	30%
	TOTAL	2,483,895	1,657,593	100%

TRADE EXCHANGE BETWEEN LEBANON AND CHINA (million \$)							
	EXPORTS	%	Rank	IMPORTS	%	Rank	TRADE BALANCE
2005	\$26.0	1.4%	15	\$734.4	7.9%	3	-708.4
2006	\$45.6	2.0%	13	\$751.6	8.0%	3	-706.0
2007	\$57.8	2.1%	14	\$1,018.0	8.6%	3	-960.2
2008	\$55.6	1.6%	16	\$1,391.4	8.6%	2	-1,335.8
2009	\$32.3	0.9%	20	\$1,439.7	8.9%	3	-1,407.4
2010	\$50.0	1.2%	16	\$1,637.9	9.1%	2	-1,587.9
2011	\$43.6	1.0%	21	\$1,624.1	8.1%	3	-1,580.5
2012	\$31.3	0.7%	24	\$1,772.2	8.3%	3	-1,740.9
2013	\$29.0	0.7%	26	\$2,282.6	10.8%	1	-2,253.6
2014	\$12.4	0.4%	44	\$2,483.9	12.1%	1	-2,471.5
2015*	\$6.0	0.4%	44	\$1,022.5	11.6%	1	-1,016.5

* First 6 months

China ranked 1st amongst sources of Lebanese imports in 2014, and imports from China accounted for 12.1 % of total Lebanese imports. On the other hand, Lebanese exports to China only formed 0.4 % of total Lebanese exports.

Total trade exchange between Lebanon and China was equal to 2 Billion and 496.3 million USD in 2014. Whereas the Lebanese trade balance with China is negative (deficit).

Major exports to China in 2014 included copper and articles thereof (51%), aluminum and articles thereof (21%), and plastics and articles thereof (15%). On the other hand, main Chinese imports were iron and steel (21%), machinery (13%), and electrical machinery and parts (13%).

Lebanon in Figures

in billion US\$ (unless otherwise specified)

Ref.	Indicator	2013	Jul.2014	2014	Jul.2015
10	Growth	3.00%	-	2.00%	-
11	GDP (in constant Prices 2010)	40.80	-	41.60	-
12	GDP (in current prices)	47.20	-	47.80	-
20	CPI	1.10%	0.77%	-0.71%	-2.42%
21	M1	5.05	5.40	5.50	5.60
22	M2	45.59	47.27	48.67	50.72
23	M3	111.12	115.54	117.64	120.78
24	M4	117.25	122.45	124.55	127.90
26	Banks Assets	164.77	169.68	175.64	179.85
27	Banks Deposits - Private Sector	136.16	141.27	144.38	148.34
28	Banks Loans - Private Sector	41.49	43.82	45.35	46.53
30	Balance of Payment	-1.13	0.13	-1.41	-1.32
31	Current Account *	-11.78	-4.94	-9.05	-
32	Balance of Trade	-17.29	-10.01	-17.18	-8.55
33	Imports	21.23	11.94	20.49	10.32
34	Exports	3.94	1.93	3.31	1.77
40	Unemployment Rate (Est.)	20.00%	-	20.00%	-
41	Employment Rate (Est.)	47.60%	-	47.60%	-
42	Population (Est.)	4.18 Mn	-	4.23 Mn	-
43	Population 15 - 64 y.(Est.)	2.85 Mn	-	2.88 Mn	-
		2013	Jun-14	2014	Jun-15
51	State Budget Deficit	-4.22	-1.57	-3.07	-1.79
52	Budget Revenues	9.42	5.24	10.88	5.00
53	Budget Expenditures	13.64	6.81	13.95	6.79
54	Public Debt	63.47	65.71	66.67	69.01
55	Debt Service	3.79	2.08	4.19	2.15
56	Total Primary Deficit / Surplus	-0.24	0.58	1.31	0.48

Sources: BDL (21,22,23,24,26,27,28,30,31,54), CAS (11,12,20,40,41,42,43), Customs (32,33,34), Ministry of Finance (51,52,53,55,56), World Bank (10)
 * Current Account 2014: till Sep.

CONFERENCES

Conference: 4th International Culture Industry Summit/8th Gansu International Culture Expo
Industry: Culture and Communication
Location: Gansu Province - China
Venue: Dunhuang Art Museum -Dunhuang City
Date: 13-15 October 2015
Phone: 00861064987220
Fax: 00861064963611
Email: summit@apceo.com
Website: http://icis.apceo.com

Conference: Cuba Business & Investment Forum
Industry: Global
Location: Havana - Cuba
Date: 03-04 November 2015
Phone: 003226621612
Email: administration@euroconventionglobal.com / info@euroconventionglobal.com

Conference: 2015 Middle East Master class on Protocol & Diplomacy
Industry: Hospitality
Location: Dubai - UAE
Venue: Mövenpick Hotel & Apartments Bur Dubai
Date: 08-12 November 2015
Phone: 0027117945232 / 0027110562544
Email: havilah@cornerstone-intsa.net

Conference: Start Up Lebanon-Tehran
Industry: Global
Location: Tehran - Iran
Date: 10-12 November 2015
Email: samer@startupmegaphone.com
Website: http://www.executive-magazine.com/opinion/lebanons-doppelganger

Conference: Investment in Innovation Leadership
Industry: Investment
Location: Abu Dhabi - UAE
Date: 16-17 November 2015
Phone/Fax: 009611826020/21/22/24
Email: admin@uac.org.lb / uac@uac.org.lb
Website: www.uac.org.lb

Conference: 5th Global Economic Summit: Enabling Food for All
Industry: Food Security and Sustainable Agriculture
Location: Mumbai - India
Venue: World Trade Center Mumbai
Date: 19-21 November 2015
Phone: 00912266387393 / 00912266387272
Fax: 0091222180823
Email: admin@uac.org.lb / uac@uac.org.lb
Website: www.wtcmumbai.org

Conference: 3rd Arab-Portuguese Economic Forum
Industry: Global
Location: Portugal
Date: 23-24 November 2015
Phone: 00351213138100
Fax: 00351213138109
Email: cciap@cciac.pt
Website: www.cciap.pt

Conference: Using Financial Instruments in the Current Generation of Programmes 2014-2020
Industry: Assessment / Audit / Legislation
Location: Berlin - Germany
Date: 30 November - 01 December 2015
Phone: 004930802080246
Fax: 004930802080259
Email: Regina.luening@euroacad.eu
Website: www.euroacad.eu

EXHIBITIONS

Exhibition: Iranian Petroleum & Energy Club 2015 Congress & Exhibition
Industry: Oil & Energy
Location: Tehran - Iran
Date: 19-21 October 2015
Email: ssajjad1391@gmail.com
Website: http://en.ipeccongress.com

Exhibition: International Show of Agriculture, Agricultural Machinery & Fishing
Industry: Agriculture and Fisheries
Location: Tunisia
Venue: Kram Exhibition Park
Date: 28 October - 01 November 2015
Phone: 0021671806800 / 29639230
Fax: 0021671807041 / 71809181
Email: inscription@siemap.com
Website: www.siemap.com

Exhibition: CAREXPO 2015
Industry: Meat & Livestock
Location: Bucharest - Romania
Venue: ROMEXPO Exhibition Center
Date: 28 October - 01 November 2015
Phone/Fax: 0040214505064
Email: office@industriacarnii.ro
Website: www.carnexpo.ro

Exhibition: Management and Development of Contemporary Websites
Industry: Telecommunications
Location: Amman - Jordan
Date: 01-05 November 2015
Phone: 00962790623889 / 0096265521181 / 0096265548720
Fax: 0096265537156 / 009625548721
Email: info@windowstmc.com / windowstmc@yahoo.com / farah@windowstmc.com
Website: www.atlashrd.com / www.grandt.com / www.email-soft.com / www.windowstmc.com

Exhibition: Foodex Izmir 2015
Industry: Turkish Agrofood
Location: Izmir - Turkey
Venue: Izmir Fair Ground
Date: 05-08 November 2015
Phone: 009053601067785
Fax: 00902324583569
Email: info@joudygroup.com
Website: www.joudygroup.com

Exhibition: China International Organic and Green Food Expo 2015
Industry: Organic Food
Location: Beijing - China
Venue: China International Exhibition Center
Date: 06-08 November 2015
Phone: 00861059574362 / 008613141261755
Fax: 00861058850889
Email: organicfoodhelen@163.com
Skype: Helen19901023

Exhibition: The 15th International Exhibition of Electricity Industry

Industry: Energy
Location: Tehran - Iran
Date: 08-11 November 2015
Website: http://en.iranafair.com

Exhibition: The 3rd International Structure & Frontage and Related Industries Exhibition

Industry: Construction
Location: Tehran - Iran
Date: 08-11 November 2015
Website: http://en.iranafair.com

Exhibition: The 1st International Building New Technology Exhibition

Industry: Construction
Location: Tehran - Iran
Date: 08-11 November 2015
Website: http://en.iranafair.com

Exhibition: POLIS

Industry: Local Government / Social Sector / Private Enterprises
Location: Greece
Venue: Thessaloniki International Exhibition
Date: 12-15 November 2015
Phone: 00302310291111
Fax: 00302310256822
Email: helexpo@helexpo.gr
Website: www.helexpo.gr

Exhibition: PHILOXENIA

Industry: Tourism
Location: Greece
Venue: Thessaloniki International Exhibition
Date: 12-15 November 2015
Phone: 00302310291111
Fax: 00302310256822
Email: helexpo@helexpo.gr
Website: www.helexpo.gr

Exhibition: The 10th Auto Part International Exhibition

Industry: Auto Repair and Accessories
Location: Tehran - Iran
Date: 16-19 November 2015
Website: http://en.iranafair.com

Exhibition: The 12th International Exhibition of Metallurgy - Iran METAFO 2015

Industry: Metal
Location: Tehran - Iran
Date: 16-19 November 2015
Website: http://en.iranafair.com

Exhibition: Iraq Agro Food

Industry: Agriculture / Food / Processing & Packaging
Location: Erbil - Iraq
Date: 16-19 November 2015
Phone: 009615959111
Fax: 009615959888
Email: info@ifpexpo.com
Website: www.ifpgroup.net

Exhibition: Riyadh Motor Show
Industry: Motor Vehicles
Location: Riyadh - KSA
Date: 17-20 November 2015
Phone: 009615959111
Fax: 009615959888
Email: info@ifpexpo.com
Website: www.ifpgroup.net

Exhibition: Saudi Autoshop
Industry: Auto Repair and Accessories
Location: Riyadh - KSA
Date: 17-20 November 2015
Phone: 009615959111
Fax: 009615959888
Email: info@ifpexpo.com
Website: www.ifpgroup.net

Exhibition: Texcare Forum Russia Autumn 2015
Industry: Textile
Location: Moscow - Russia
Venue: International Exhibition Center "Expocenter"
Date: 23 November 2015
Email: galina.birina@russia.messefrankfurt.com
Website: http://www.texcare-forum-russia.ru / www.messefrankfurt.com

Exhibition: SPS IPC Drives 2015
Industry: Electric Automation / Systems and Components
Location: Germany
Date: 24-26 November 2015
Phone: 0049 711 61946-67 / 0049 711 61946-403
Fax: 0049 711 61946-1167
Website: www.mesago.de

Exhibition: IFFT Interior Lifestyle Living 2015
Industry: Interior Furnishing
Location: Tokyo - Japan
Venue: Tokyo International Exhibition Center
Date: 25-27 November 2015
Phone: 0081 3 3262 8443
Fax: 0081 3 3262 8442
Email: info@interior-lifestyle.com
Website: www.ifft-interiorlifestyleliving.com

Exhibition: Meat Expo China 2015
Industry: Meat
Location: Shanghai - China
Venue: Shanghai New International Expo Center
Date: 25-27 November 2015
Phone: 0086 21 6160 8541
Fax: 0086 21 5876 9332
Email: york.yan@china.messefrankfurt.com
Website: www.messefrankfurt.com.cn

Exhibition: Texcare Asia 2015
Industry: Textile
Location: Shanghai - China
Venue: China International Exhibition Center
Date: 25-27 November 2015
Email: technical@china.messefrankfurt.com
Website: http://texcare-asia.hk.messefrankfurt.com/shanghai/en/visitors/welcome.html

Exhibition: The 15th International Exhibition of Household Appliances
Industry: Electrical & Home Appliances
Location: Tehran - Iran
Date: 27-30 November 2015
Website: http://en.iranafair.com

Exhibition: Global Forum for Innovations in Agriculture
Industry: Agriculture
Location: Durban - South Africa
Date: 01-02 December 2015
Phone: 0097122348486
Email: d.stradling@turetme.com
Website: www.gfiafrica.com

Exhibition: HKTDC World SME Expo 2015
Industry: Global
Location: Hong Kong - China
Venue: Hong Kong Convention and Exhibition Center
Date: 03-05 December 2015
Phone: 0097143298915
Email: Karim.ali@hktdc.com
Website: www.hktdc.org

BUSINESS OPPORTUNITIES

Company: The Grémound Hungary Ltd
Activity: Research & Development
Location: Hungary
Phone: 0036305405106
Email: Miklos.kopkas@gremound.com
Website: www.gremound.com

Company: JR International (Pvt) Ltd.
Activity: Paper, Paper-Board, Office Supplies and Stationery
Location: Colombo - Sri Lanka
Phone: +94 - 11 - 2341775/7
Email: info@jrpl.com
Website: www.jrpl.com

Company: Aklan International (Pvt) Ltd.
Activity: Electrical Components
Location: Srilanka
Phone: 0094112 199 199 / 0094114 378 000
Fax: 0094114 444 202 / 0094112 199 200
Email: sales@aklan.emp.lk / salesdn@aklan.emp.lk
Website: www.aklan.lk

Company: Kent Display (Pvt) Ltd.
Activity: Innovative ideas, services and new projects
Location: Srilanka
Phone: 0094112448844
Fax: 0094112441176
Email: kentdisplay@slt.net.lk
Website: www.kentholdings.com

Company: Scandia Food S.R.L.
Activity: Production and Distribution of Meat Products
Location: Romania
Phone: 0040723466123 / 0040722805951
Email: andrei.ursulescu@scandia.ro / aradeanul@yahoo.com
Website: www.scandia.ro

Company: Giorgio Ajutanti
Activity: Women's Clothes
Location: Greece
Phone: 0030 210 228 6000 / 0030 210 223 3059
Fax: 0030 210 201 4391
Email: info@g-a.gr
Website: www.g-a.gr

Company: DFAM
Activity: Manufacture of Agricultural Equipment
Location: China
Phone: 0086051983256666
Fax: 0086051983261722
Email: zlq@df-tractor.com
Website: www.dfarmgc.com

Company: Changzhou Dongfeng Agricultural Machinery Group Co. Ltd.
Activity: Manufacture of Agricultural Equipment
Location: China
Phone: 0086051983256666
Fax: 0086051983261722
Email: zlq@df-tractor.com
Website: www.dfarmgc.com

Company: Daanvir Brothers Co Ltd.
Activity: Traders & Processors of Agricultural Food Commodities & General Merchandise
Location: Thailand
Phone: (662) 63 02816-8
Fax: (662) 6302819
Email: sales@daanvir.co.th
Website: www.daanvir.co.th

Company: Hasan Ozkardes Metal Furniture Accessorizes Press Molding Industry
Activity: Furniture Accessories
Location: Turkey
Email: a.bardak@modernax.com.tr
Website: www.modernax.com

Company: Hiksz Kft.
Activity: Production of Agricultural and Traditional Food Products
Location: Hungary
Phone: 003612208725 / 003632383055
Fax: 003612208722 / 003632528016
Email: hiksz@cca.axelero.net
Website: www.hiksz.hu

Company: Super-F Inc.
Activity: Manufacture of Products for Neutralizing Odors and Gases
Location: Canada
Phone: 450-589-3434 / 1-888-589-3434
Fax: 450-589-3442
Email: info@super-f.com
Website: www.super-f.com

Company: Verona granite Pvt. Ltd.
Activity: Manufacture and Export of Vitrified Tiles
Location: India
Phone: 00919429484399/412
Email: sales.veronagranito@gmail.com
Website: www.super-f.com

Company: ACE International
Activity: Manufacture and Export of Vitrified Tiles
Location: India
Phone: 00913324170055 / 00919831753244
Email: export.acetech@gmail.com

Company: JCS Meat Diary Co.
Activity:</